

## **Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique (Exercice financier 2021)**

- Si la perception de la situation économique est revenue à la normale, il existe des disparités entre les pays. Les domaines prometteurs sont ceux des produits alimentaires, de l'énergie électrique et des énergies renouvelables -

**Organisation Japonaise du Commerce Extérieur (JETRO)**

**Département des études internationales**

**14 février 2022**

# Table des matières

<b>Conclusions principales de l'étude</b> .....	<b>3</b>
<b>Conclusions principales de l'étude et profil des entreprises ayant répondu</b> .....	<b>4</b>
<b>I. Prévision des résultats d'exploitation</b> .....	<b>6</b>
<b>II. Perspectives de développement commercial</b> .....	<b>14</b>
<b>III. Environnement des investissements en Afrique</b> .....	<b>22</b>
<b>IV. Secteurs commerciaux prometteurs et pays présentant des intérêts notables</b> .....	<b>37</b>
<b>V. Informations annexes</b> .....	<b>44</b>

Rem: Pour les questions concernant la "Politique relative aux droits de l'homme, y compris la santé et la sécurité au travail dans la chaîne d'approvisionnement", la "Gestion des questions environnementales", ainsi que "La mise à profit et les défis des technologies de l'information", vous référer à l'"Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées à l'étranger (Edition mondiale) (Exercice financier 2021)"

## Conclusions principales de l'étude

**Si la perception de la situation économique est revenue à la normale, il existe des disparités entre les pays.**

- Les domaines prometteurs sont ceux des produits alimentaires, de l'énergie électrique et des énergies renouvelables -**

### 01

#### Prévision des résultats d'exploitation

La proportion d'entreprises ayant répondu avoir des perspectives de bénéfices en 2021 a augmenté de 12,7 points par rapport à l'année précédente à 49,2 %, revenant ainsi à la normale. Toutefois, si l'Afrique du Sud a dépassé la moyenne mondiale, le taux d'entreprises déclarant envisager de faire des bénéfices n'ont pas atteint celle-ci dans tous les autres pays. On remarque même des pays n'ayant pas retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie de COVID19, ou des pays dont ce taux a diminué par rapport à 2020.

### 02

#### Perspectives sur le développement commercial futur / Environnement des investissements en Afrique

La proportion d'entreprises ayant répondu envisager un accroissement de leurs activités a augmenté de 6,8 points à 48,6 %. Plus de 70 % des entreprises implantées en Afrique ont apprécié la taille / potentiel de développement du marché. Toutefois, plus de 50 % des entreprises ont répondu qu'il y avait des risques à investir en Afrique, liés à l'aménagement et l'application du système réglementaire et juridique, ainsi qu'à une situation instable. La ZLECA continue à attirer une grande attention.

### 03

#### Secteurs commerciaux prometteurs / pays intéressants

Les secteurs commerciaux prometteurs occupant les premières places sont les produits alimentaires pour le marché de consommation et l'énergie électrique pour les infrastructures. Pour les ressources et l'énergie, les énergies renouvelables ont, avec plus de 80 % des réponses, dépassé le gaz naturel et le pétrole. Les pays aux perspectives les plus prometteuses sont, comme chaque année, le Kenya à la première place, l'Afrique du Sud à la 2ème, et le Nigéria en 3ème position. Le Ghana se hisse à la 4ème position, en tant que base d'opérations en Afrique de l'Ouest.

# Conclusions principales de l'étude et profil des entreprises ayant répondu

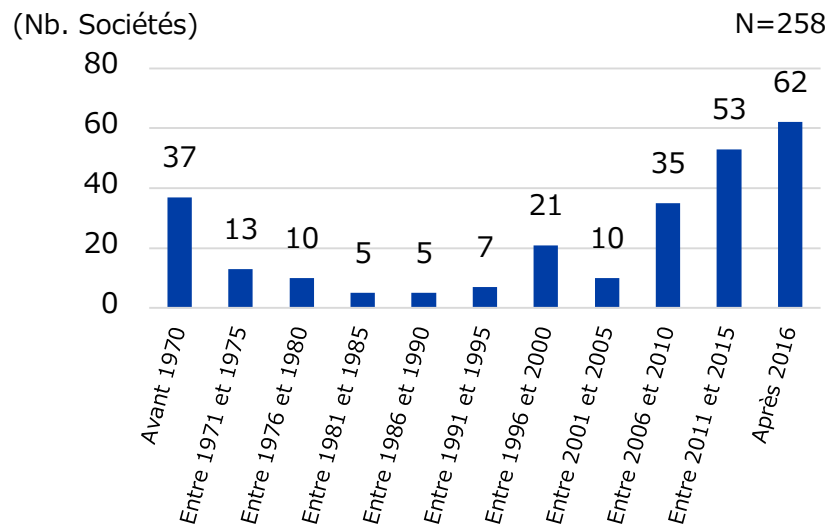
## Synthèse de l'étude

"Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique 2021"

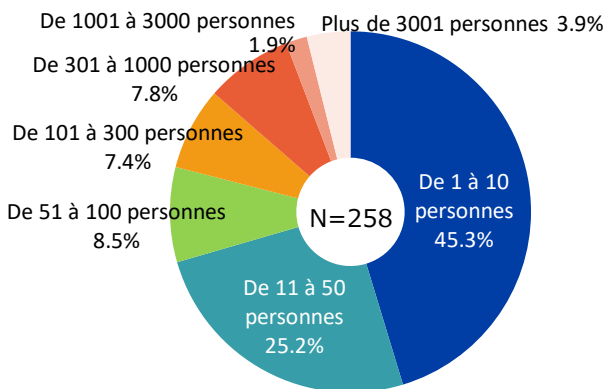
- ◆ Période : Du 01/09 au 30/09/2021
- ◆ Ratio des réponses valides 77,0 %  
258 entreprises (20 pays) sur 335 sociétés (23 pays) ont répondu
- \* Les détails figurent sur la page suivante
- ◆ Objet de l'étude : Entreprises japonaises installées en Afrique

Rem: Les entreprises bénéficiant de financements d'une entreprise japonaise sont concernées par l'étude, quel que soit le taux d'investissement ou la présence ou non de personnel japonais expatrié en poste.

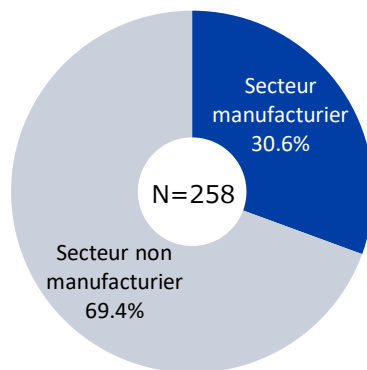
## Année de fondation



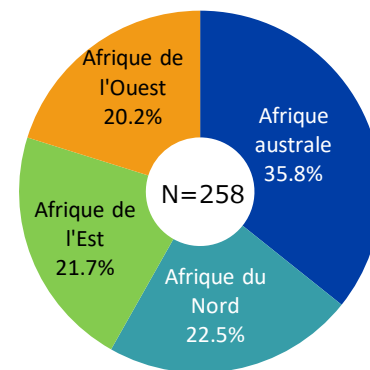
## Nombre d'employés



## Secteur d'activité (Secteur manufacturier / Autres secteurs)



## Répartition par région des entreprises ayant répondu (Détails à la page 5)



Rem: Les succursales ou bureaux de liaisons ne générant pas de bénéfice donnent les bénéfices des entités supérieures, telles que leurs sièges sur le marché concerné.

## 20 pays concernés; 258 entreprises ont répondu

	Nombre d'entreprises interrogées	Nombre d'entreprises ayant répondu		Taux de réponses valides
		Nombre de réponses valides (dont secteur manufacturier)	%	
<b>Total</b>	<b>335</b>	<b>258 (79)</b>	<b>100,0</b>	<b>77,0</b>
<b>Afrique du Nord</b>	<b>80</b>	<b>58 (18)</b>	<b>22,5</b>	<b>72,5</b>
Maroc	35	23 (10)	8,9	65,7
Egypte	35	26 (6)	10,1	74,3
Algérie	5	5 (0)	1,9	100,0
Tunisie	5	4 (2)	1,6	80,0
<b>Afrique de l'Ouest</b>	<b>69</b>	<b>52 (11)</b>	<b>20,2</b>	<b>75,4</b>
Nigéria	25	19 (5)	7,4	76,0
Ghana	15	10 (1)	3,9	66,7
Côte d'Ivoire	14	10 (3)	3,9	71,4
Sénégal	14	13 (2)	5,0	92,9
Burkina Faso	1	0 (0)	0,0	0,0
<b>Afrique de l'Est</b>	<b>68</b>	<b>56 (17)</b>	<b>21,7</b>	<b>82,4</b>
Kenya	44	34 (9)	13,2	77,3
Tanzanie	6	5 (1)	1,9	83,3
Ethiopie	9	9 (4)	3,5	100,0
Ouganda	4	3 (2)	1,2	75,0
Rwanda	5	5 (1)	1,9	100,0
<b>Afrique australe</b>	<b>118</b>	<b>92 (33)</b>	<b>35,8</b>	<b>78,0</b>
Rép. d'Afrique du Sud	83	68 (28)	26,4	81,9
Mozambique	14	10 (2)	3,9	71,4
Zambie	9	6 (2)	2,3	66,7
Angola	2	2 (1)	0,8	100,0
Madagascar	4	4 (0)	1,6	100,0
Malawi	1	0 (0)	0,0	0,0
Maurice	2	1 (0)	0,4	50,0
Zimbabwe	2	0 (0)	0,0	0,0
Botswana	1	1 (0)	0,4	100,0

Rem 1: le taux de réponse, indiqué en pourcentage (%), est arrondi à la 1ère décimale. Ceci explique le fait que le total ne soit pas toujours égal à 100 %.

Rem 2: la lettre N indique, dans ce rapport, le nombre de réponses valides (échantillon).

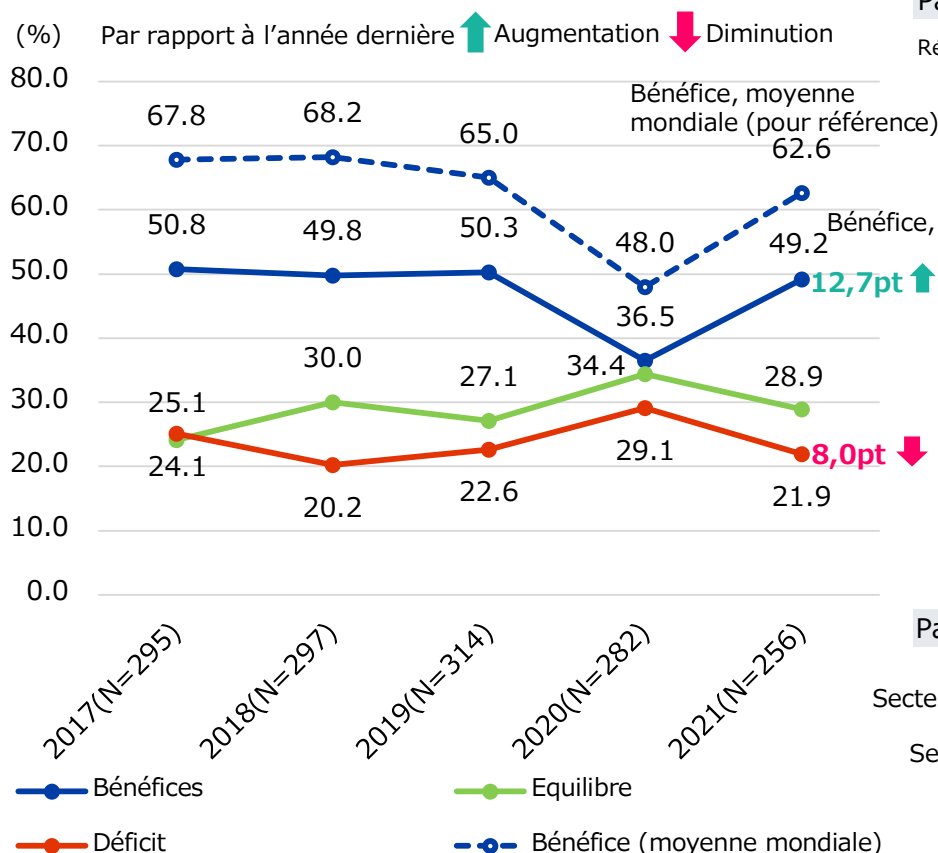
JETRO

# I. Prévision des résultats d'exploitation

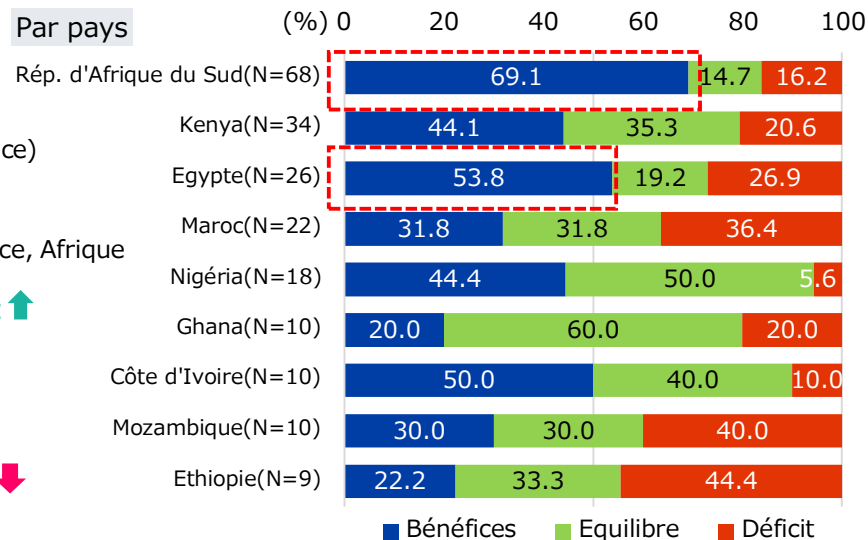
# 1 Estimation des résultats d'exploitation 2021 (évolution générale par pays)

- La proportion d'entreprises ayant répondu avoir des estimations de résultats d'exploitation "bénéficiaires" en 2021 a augmenté de 12,7 points, revenant ainsi à la normale. Elle n'atteint cependant pas la moyenne mondiale. Les réponses "déficitaires" ont diminué de 8,0 points à 21,9 %.
- Vu par pays, plus de la moitié des entreprises implantées en Afrique du Sud, en Egypte et en Côte d'Ivoire ont répondu réaliser des bénéfiques. L'Afrique du Sud est au-dessus de la moyenne mondiale, à 69,1 %. Par contre, les entreprises déficitaires étaient plus nombreuses que les bénéficiaires au Maroc, en Mozambique, et en Ethiopie.

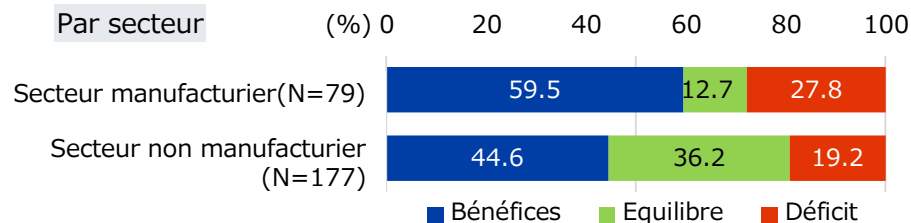
## Évolution de l'estimation des résultats d'exploitation



### Par pays



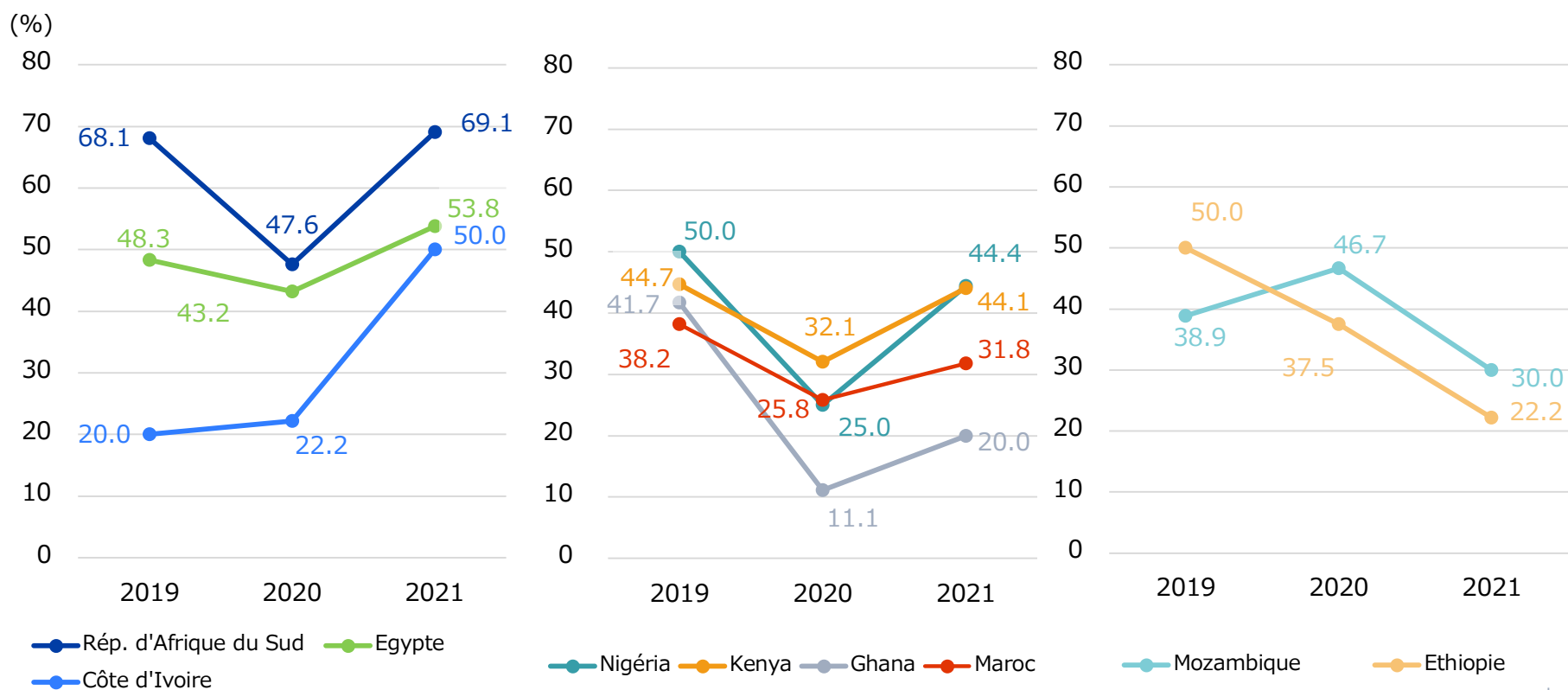
### Par secteur



## 2 | Estimation des résultats d'exploitation 2021 (évolution des bénéfiques par pays)

- L'évolution de la proportion d'entreprises par pays ayant répondu avoir des estimations de résultats d'exploitation "bénéficiaires" durant les trois dernières années sont les suivantes :
  - (1) L'Afrique du Sud, l'Egypte et la Côte d'Ivoire ont retrouvé des niveaux supérieurs à celle d'avant la crise du COVID (2019).
  - (2) Le Kenya, le Maroc, le Nigéria et le Ghana ont vu une amélioration, sans toutefois atteindre les chiffres d'avant la crise du COVID.
  - (3) Le Mozambique et l'Ethiopie ont vu cette proportion diminuer par rapport à 2019 et 2020.

Evolution de la proportion des entreprises excédentaires dans les principaux pays

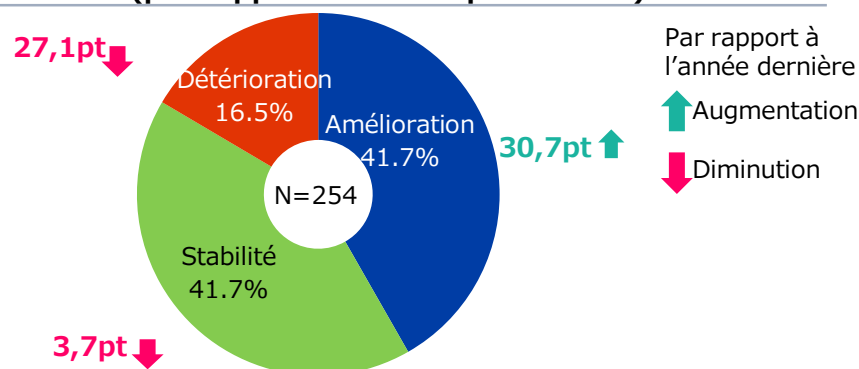




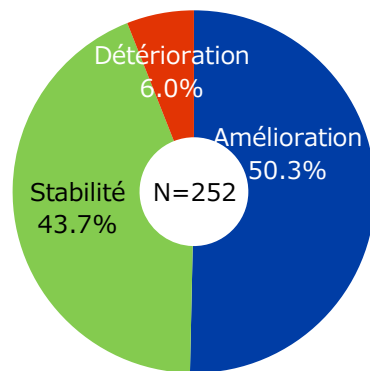
# 3 | Estimation des résultats d'exploitation 2021 et prévision des résultats 2022 (par rapport à l'année précédente)

- Concernant l'estimation des résultats d'exploitation pour 2021 (par rapport à l'année précédente), 41,7 % des entreprises (soit une augmentation de 30,7 points) ont répondu "amélioration". La proportion d'entreprises ayant répondu "détérioration" est à 16,5 %, en diminution de 27,1 points.
- Pour 2022, 50,4 % des entreprises indiquent une "amélioration" et 6 % une "détérioration" par rapport à 2021. Environ la moitié des entreprises estime donc que la reprise se consolidera en 2022.

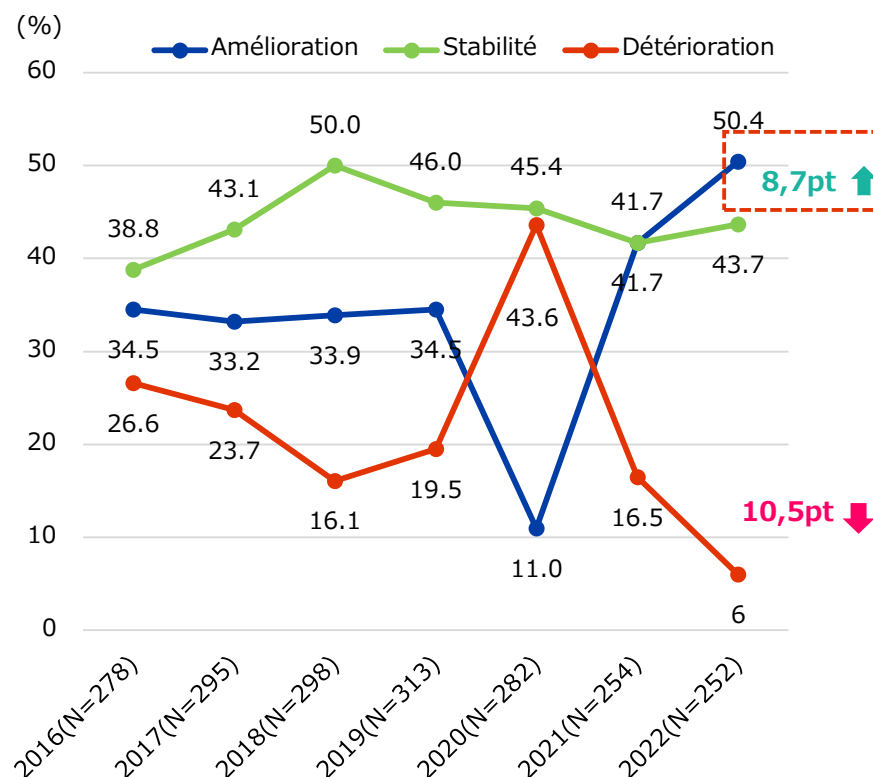
**Estimation des résultats d'exploitation 2021 (par rapport à l'année précédente)**



**Résultats d'exploitation 2022 (prévision)**



**Évolution de l'estimation des résultats d'exploitation**



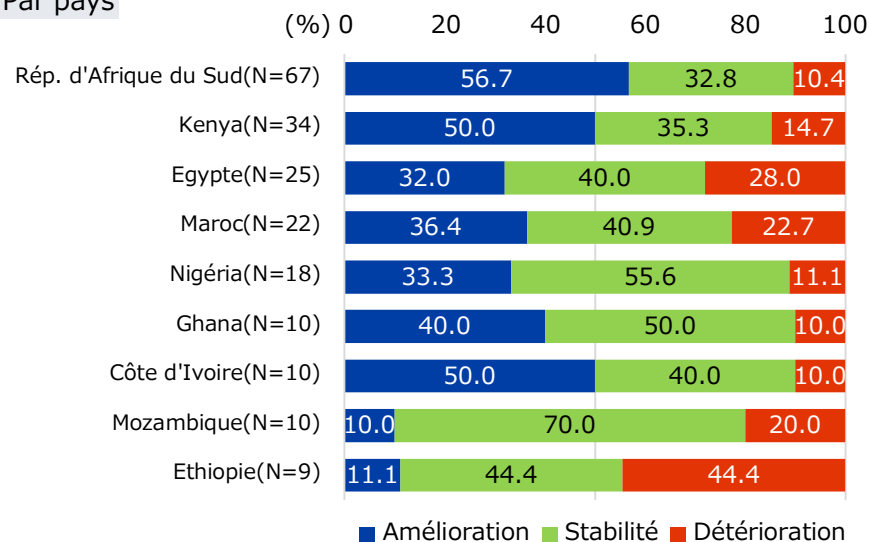
Rem: Il s'agit d'une estimation de 2016 à 2021, et d'une prévision pour 2022.

# 4 | Estimation des résultats d'exploitation 2021 et prévision des résultats 2022 (par pays et par branches)

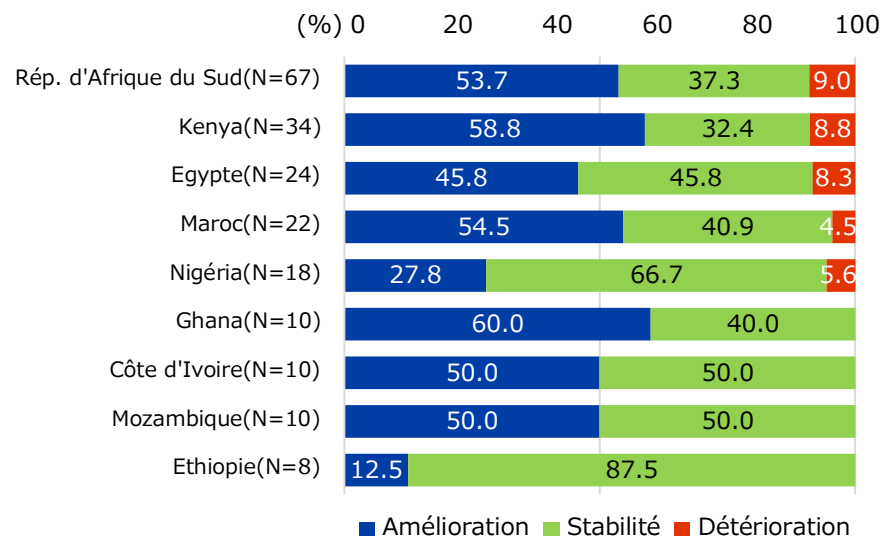
- En 2021, plus de 50 % des entreprises implantées en Afrique du Sud, au Kenya et en Côte d'Ivoire ont répondu "amélioration".
- Pour 2022, plus de 50 % des entreprises implantées en Afrique du Sud, au Kenya, au Maroc, au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Mozambique ont répondu "amélioration".

## Estimation des résultats d'exploitation 2021 (par rapport à l'année précédente)

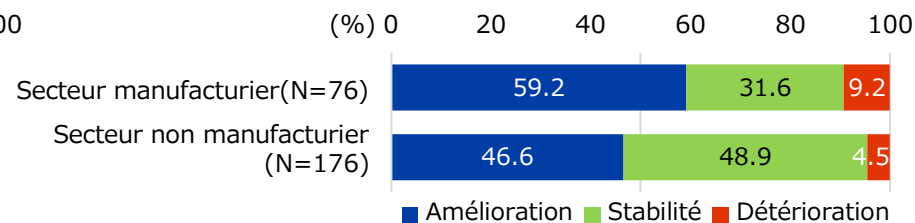
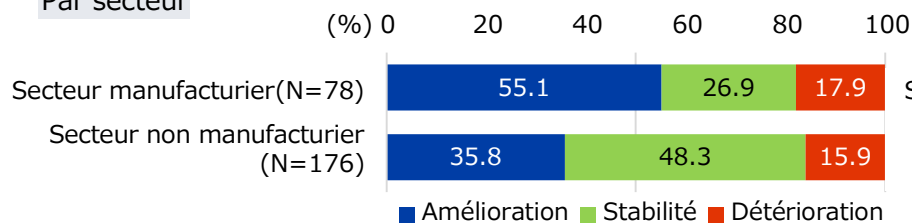
### Par pays



## Résultats d'exploitation 2022 (prévision)



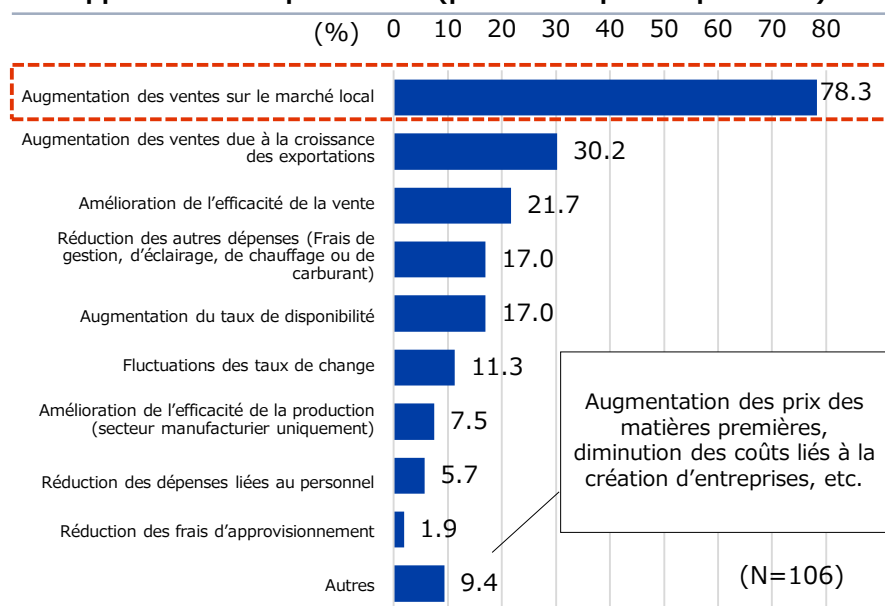
### Par secteur



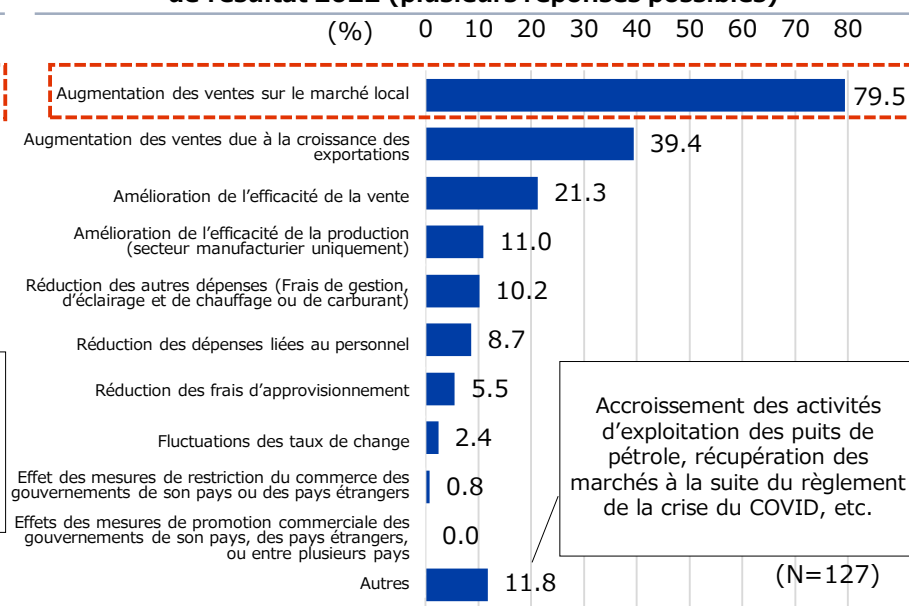
# 5 | Estimation des résultats d'exploitation 2021 et prévision des résultats 2022 (par rapport à l'année précédente)

- L'augmentation des ventes sur le marché local est la raison la plus importante dans environ 80 % des entreprises, aussi bien pour 2021 que pour 2022. Elle est suivie par l'augmentation des exportations et l'amélioration de l'efficacité de la vente. Pour 2021, la réduction des autres dépenses (17 %), et l'augmentation du taux de disponibilité (17 %) occupent également des places de choix.
- Plus de la moitié des entreprises ayant répondu que leurs ventes ont augmenté grâce au "marché local" et à l'augmentation des exportations ont répondu que cela résultait d'une réaction par rapport à l'année précédente.

Raisons expliquant l'amélioration des estimations de résultat 2021 par rapport à l'année précédente (plusieurs réponses possibles)



Raisons expliquant l'amélioration des prévisions de résultat 2022 (plusieurs réponses possibles)



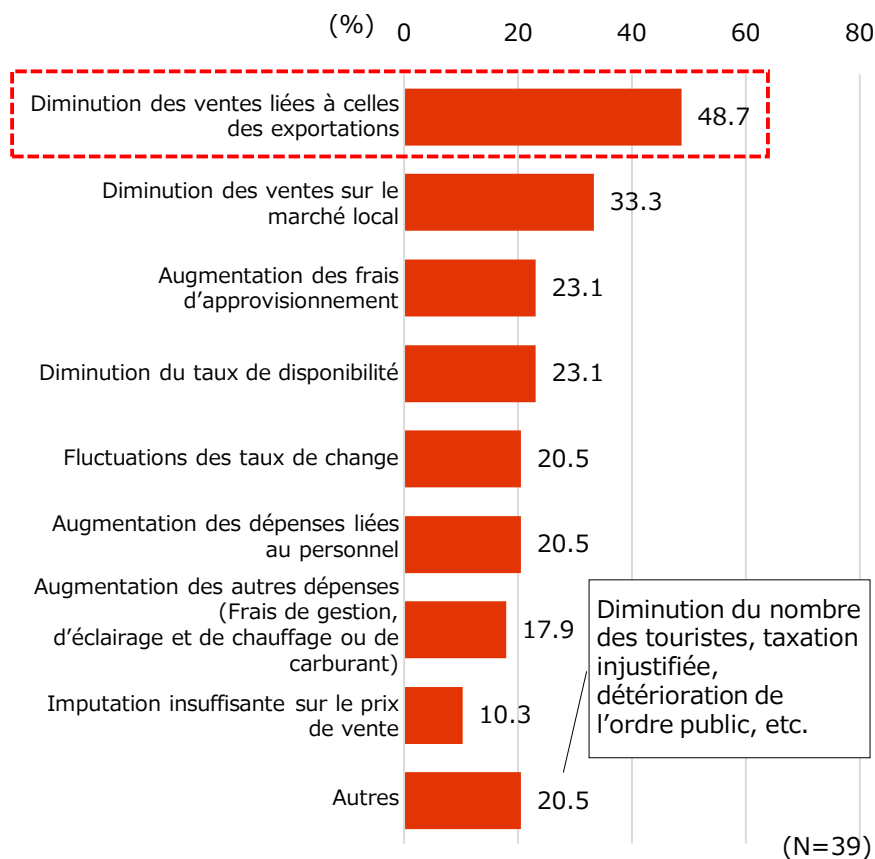
Raisons expliquant l'amélioration des estimations de résultat 2021 par rapport à l'année précédente (plusieurs réponses possibles) (N=106)

Raison expliquant l'amélioration (ordre décroissant)	Taux de réponse	Est due à une réaction par rapport à la diminution des ventes de l'année précédente (augmentation)	Est due à la crise du COVID Est due à une augmentation des ventes	Autres causes
1 Augmentation des ventes sur le marché local	78,3%	56,6%	19,7%	35,5%
2 Augmentation des ventes due à la croissance des exportations	30,2%	58,1%	19,4%	45,2%

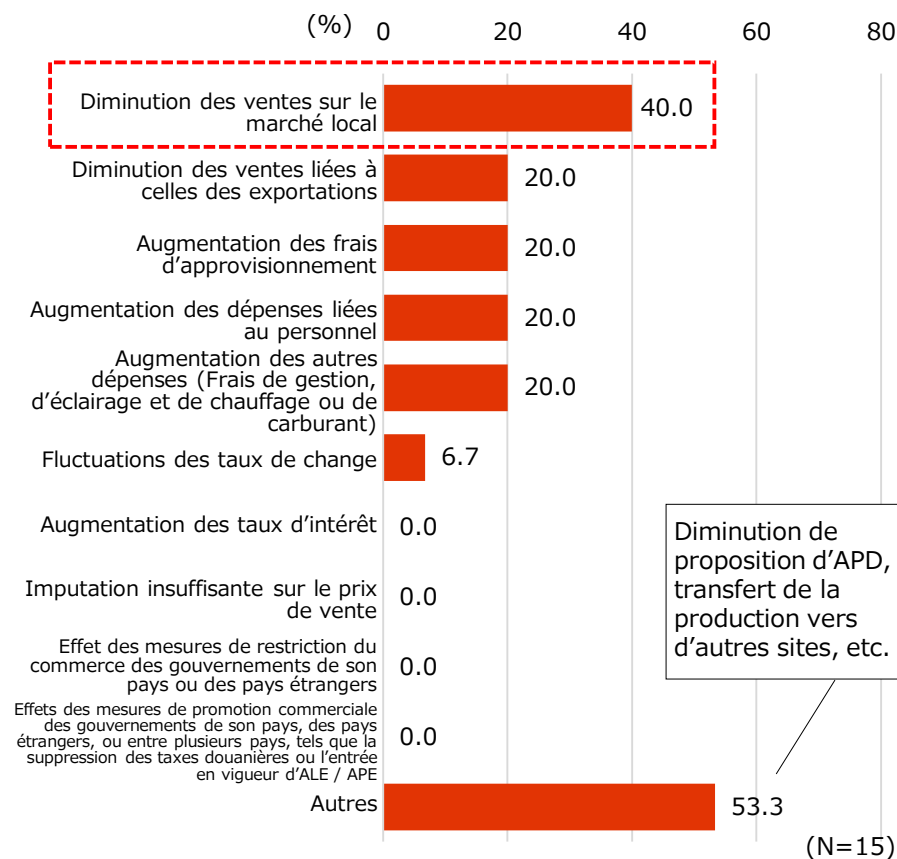
# 6 | Estimation des résultats d'exploitation 2021 et prévision des résultats 2022 (Raisons des d t riations)

- Avec 48,7 %, la plus forte cause de d t riation des résultats d'exploitation 2021 est la "diminution des ventes liées à celles des exportations".
- Pour 2022, la réponse la plus nombreuse a été la "diminution des ventes sur le marché local", avec 40,0 %.

Raison expliquant la d t riation des estimations de résultat 2021 par rapport à l'année précédente (plusieurs réponses possibles)



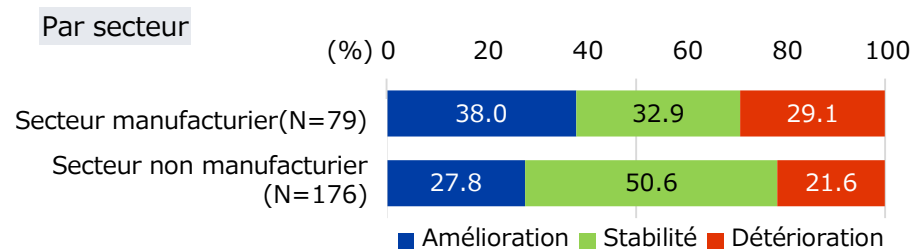
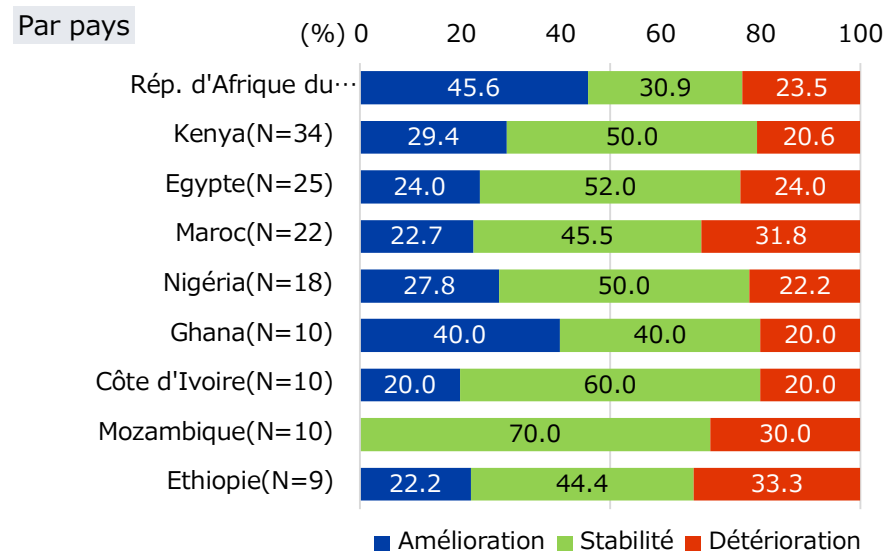
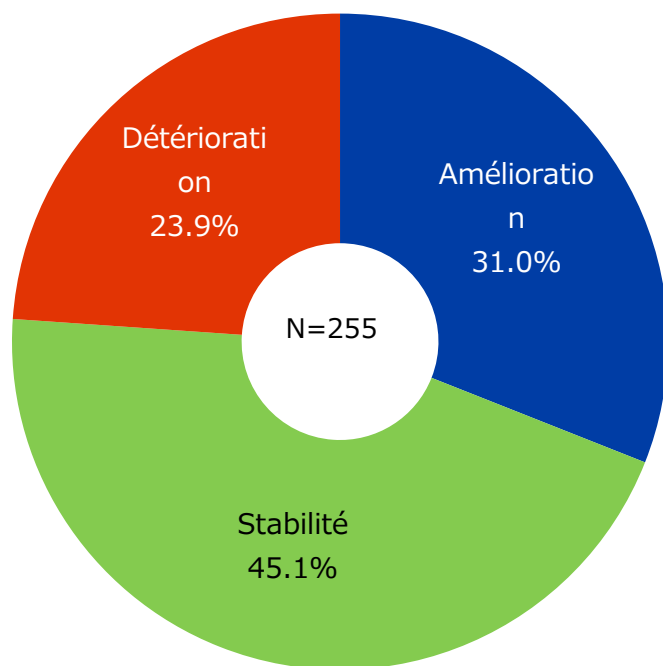
Raison expliquant la d t riation des prévisions de résultat 2022 (plusieurs réponses possibles)



# 7 | Estimations de résultat 2021 (par rapport aux résultats de 2019 [de janvier à décembre], avant la pandémie de COVID19)

- Comparés aux résultats d'avant la pandémie (par rapport à 2019 et 2021), 31,0 % des entreprises ont indiqué une "amélioration", alors que 23,9 % d'entre elles ont une "détérioration".
- Si l'"amélioration" a dépassé les 40 % en Afrique du Sud et au Ghana, celle-ci a été inférieure à 30 % dans les autres pays.

Par rapport aux résultats de 2019 (de janvier à décembre), avant la pandémie de COVID19



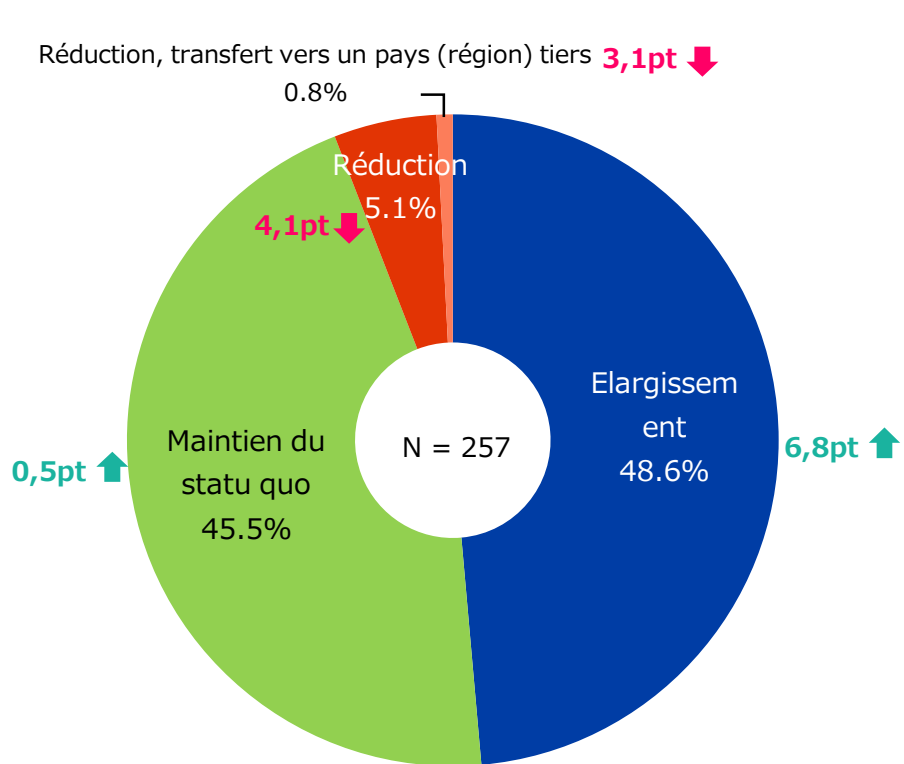
JETRO

## II. Perspectives de développement commercial

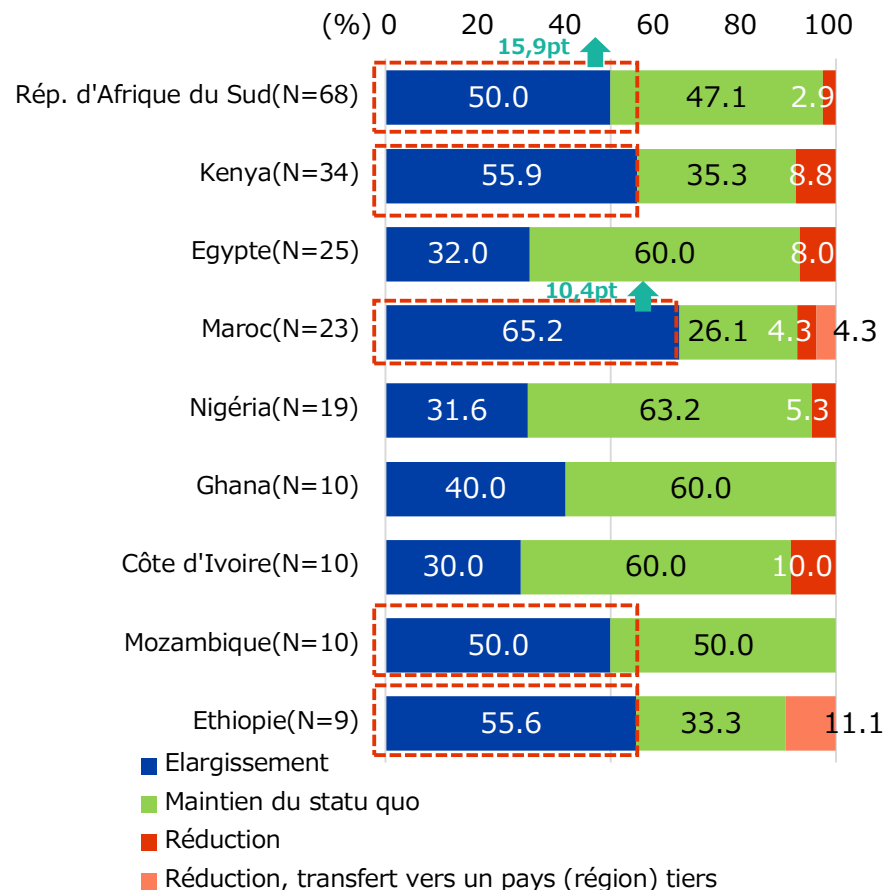
# 1 | Perspectives de développement commercial (évolution générale par pays)

- Par rapport à l'année précédente, la proportion des entreprises qui ont répondu "étendre" leur activité dans un délai d'un ou deux ans a augmenté de 6,8 points, pour atteindre 48,6 %.
- Parmi l'Afrique du Sud, le Kenya, le Maroc, le Mozambique et l'Éthiopie, pour lesquels la proportion des entreprises ayant répondu "étendre" leur activité a dépassé les 50 %, l'Afrique du Sud (augmentation de 15,9 points) et le Maroc (augmentation de 10,4 points) ont vu la réponse "étendre" augmenter fortement par rapport à l'année précédente.

Tendances du développement commercial d'ici un ou deux ans



Par rapport à l'année dernière    ↑ Augmentation    ↓ Diminution

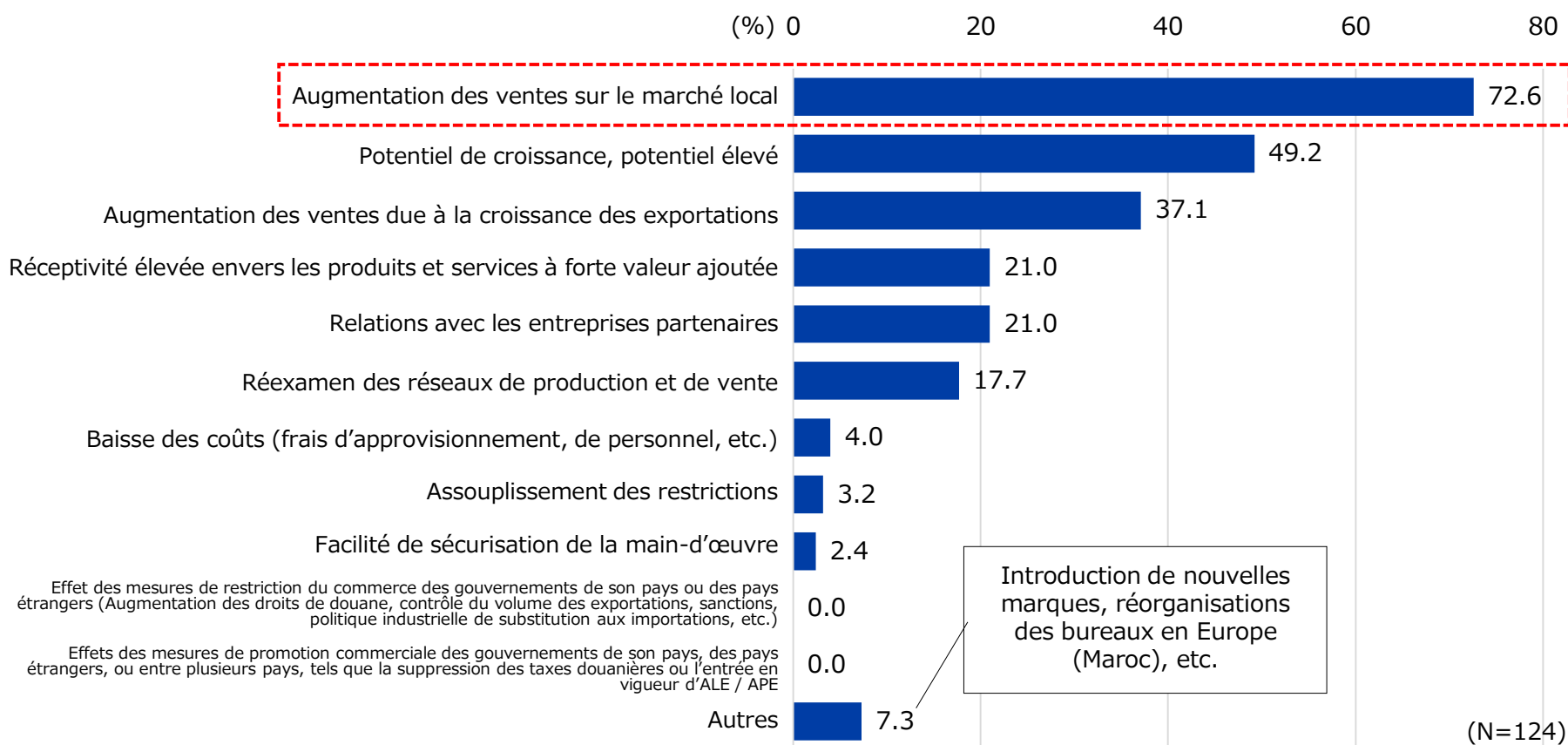


■ Elargissement  
 ■ Maintien du statu quo  
 ■ Réduction  
 ■ Réduction, transfert vers un pays (région) tiers

## 2 | Perspectives de développement commercial (Raisons de l'expansion)

- La plus forte raison du développement des activités est l'“augmentation locale des ventes”, avec 72,6 % des réponses.
- Le “potentiel de croissance et potentiel élevés”, et l'“augmentation des ventes due à la croissance des exportations” suivent, avec respectivement environ 50 % et environ 40 % des réponses.

Raison expliquant l'extension des activités (plusieurs réponses possibles)

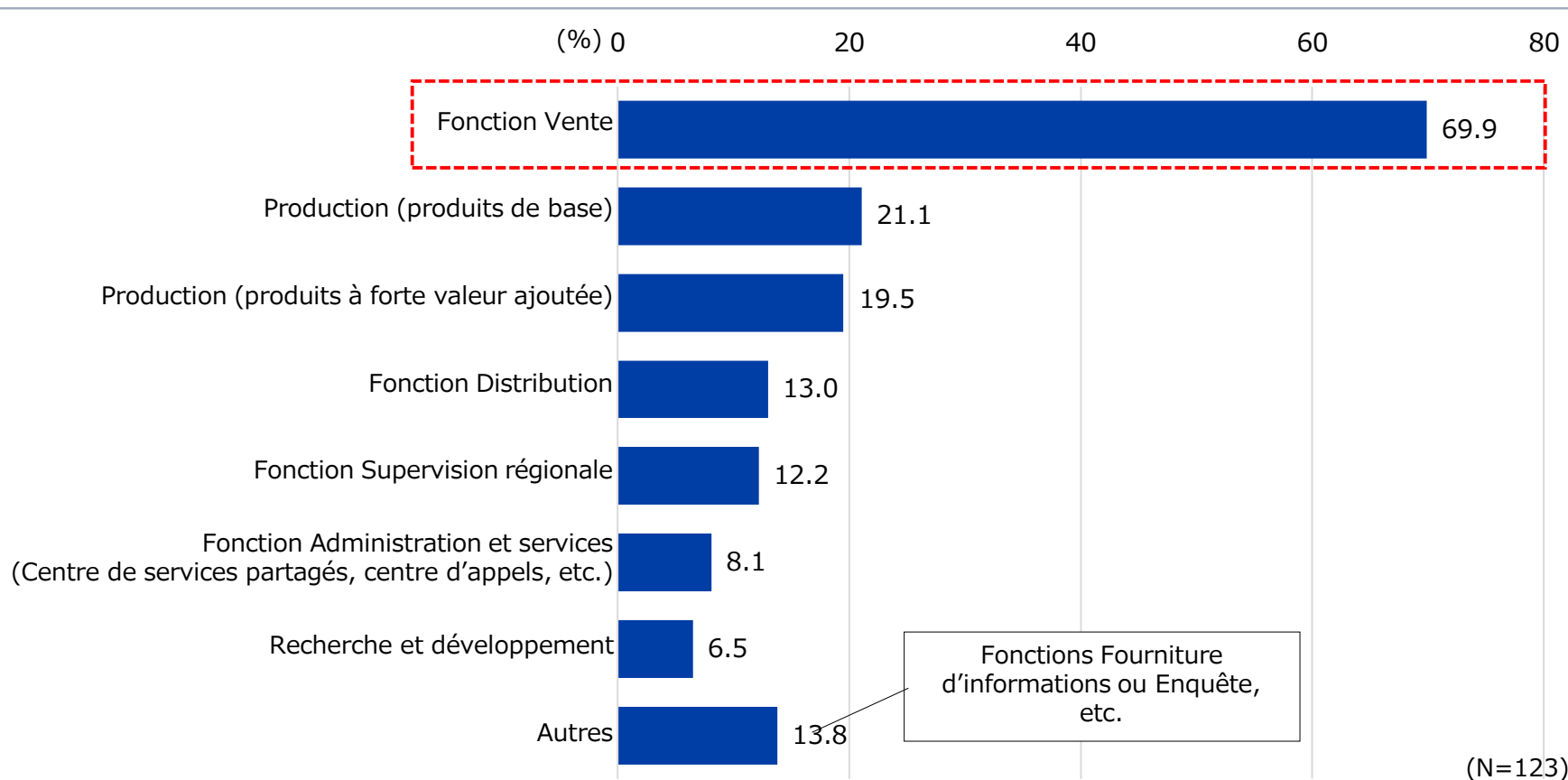




### 3 | Perspectives de développement commercial (Expansion des fonctions)

- Avec environ 70 % des réponses des entreprises, la “fonction vente” arrive en tête des fonctions dont un développement est prévu
- La fonction production (“produits de base” ou “produits à forte valeur ajoutée”), à environ 20 % des réponses, est relativement peu concernée par des projets de développement

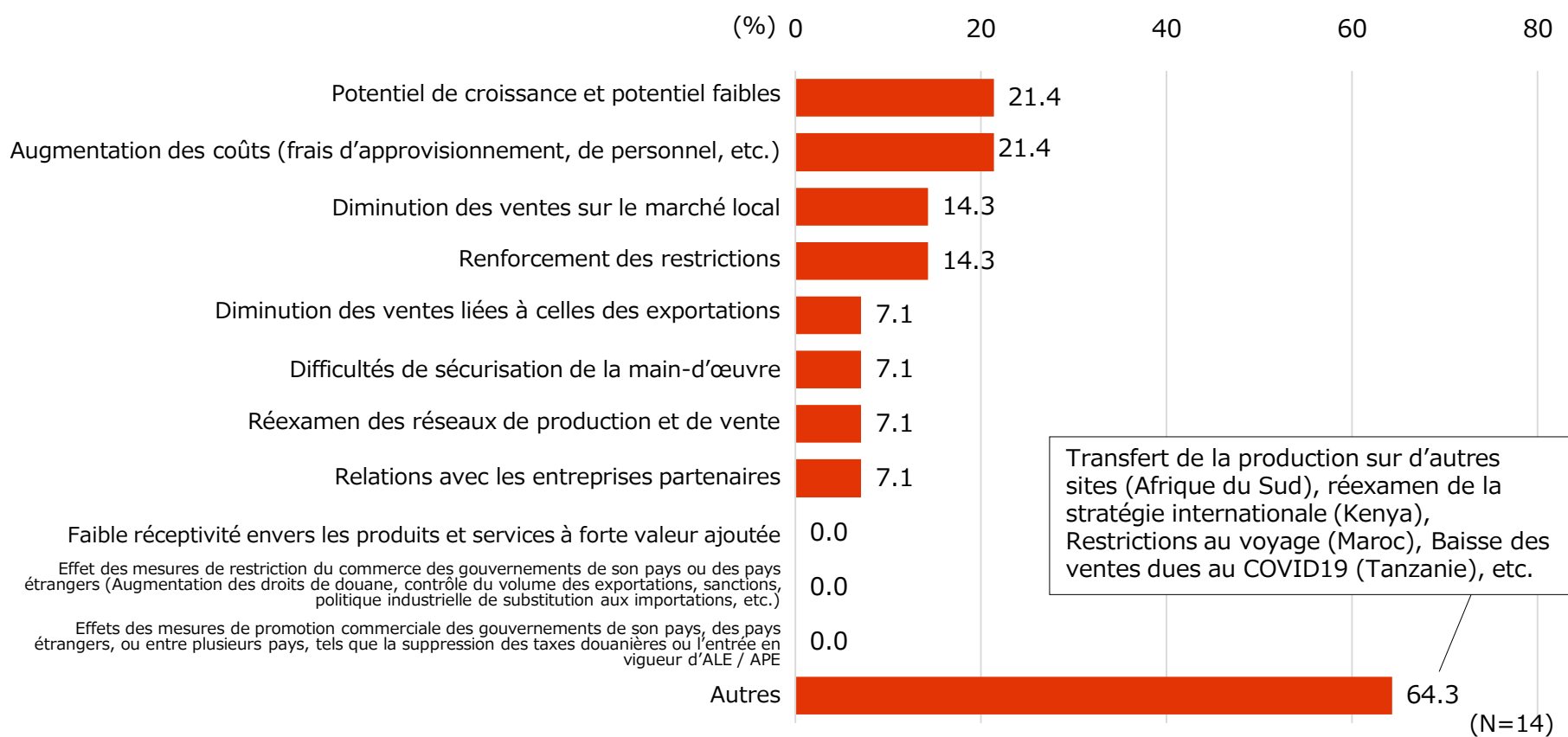
Fonctions à développer concrètement (plusieurs réponses possibles)



## 4 | Perspectives de développement commercial (raisons de la réduction, du transfert vers un pays [région] tiers, d'un retrait)

- Pour les raisons de la réduction, le "potentiel de croissance et potentiel faibles" et l'"augmentation des coûts" étaient les réponses les plus fréquentes, avec 21,4 % des réponses.
- Parmi les "autres" raisons de la réduction de l'activité, on trouve le transfert de la production sur d'autres sites, ou le réexamen de la stratégie internationale.

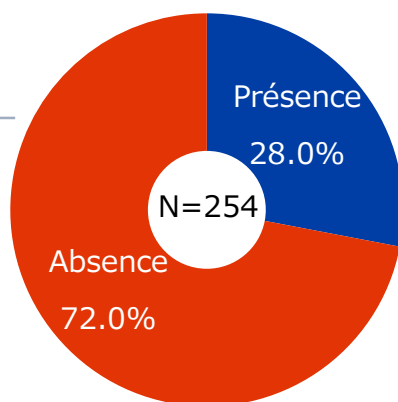
### Raisons de la réduction, du transfert vers un pays (région) tiers, d'un retrait (plusieurs réponses possibles)



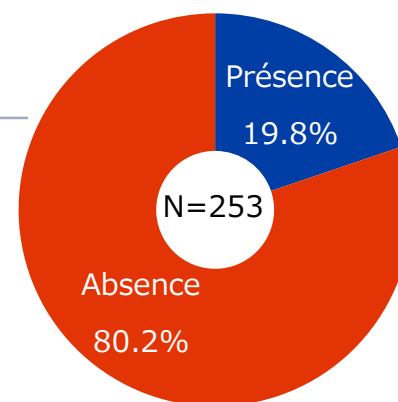
# 5 | Projets de réexamen du développement commercial futur

- Quelle que soit la stratégie commerciale, la stabilité semble privilégiée, les réponses “pas de projet de réexamen” représentant plus de 70 % du total.

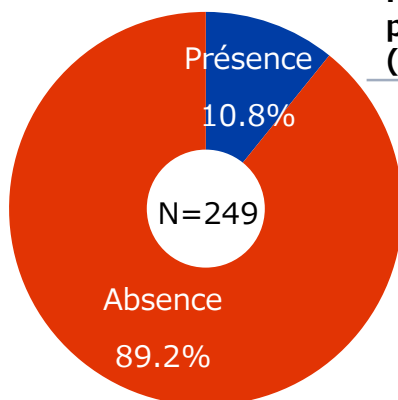
**Projet de réexamen de la stratégie de vente (Réponse unique)**



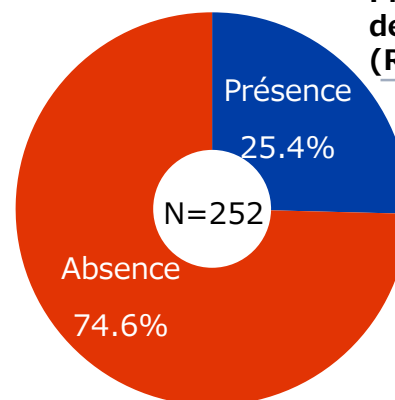
**Projets de réexamen de l'approvisionnement (Réponse unique)**



**Projets de réexamen de la production (Réponse unique)**



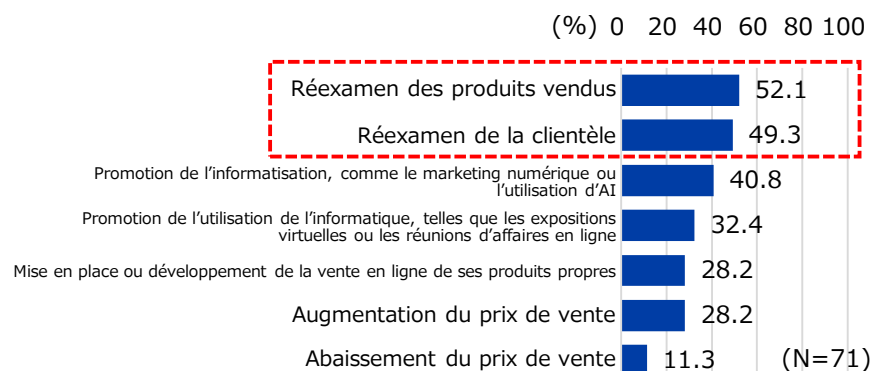
**Projets de réexamen du système de gestion et d'administration (Réponse unique)**



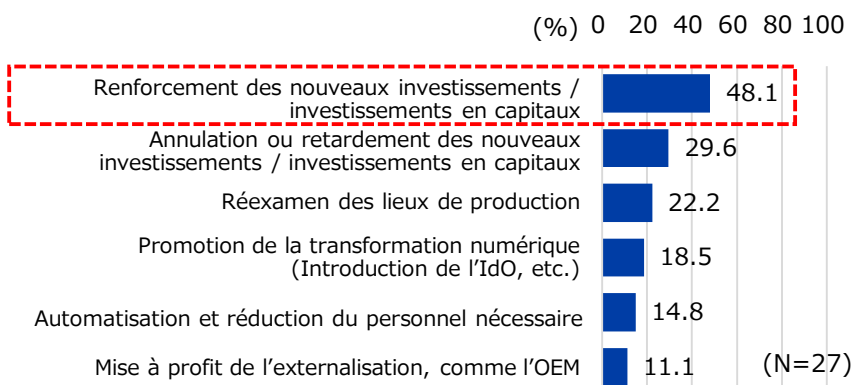
# 6 | Contenu du réexamen du développement commercial futur

- Pour le réexamen de la stratégie de vente, le réexamen des “produits vendus ” et de la “clientèle” représentent environ 50 % des réponses.
- Le “réexamen des fournisseurs”, le “renforcement des nouveaux investissements et des investissements en capitaux”, et l’“élargissement de la mise à profit du travail à domicile ou du télétravail” sont les plus nombreuses respectivement dans les domaines de l’approvisionnement, de la production et du système de gestion et d’administration.

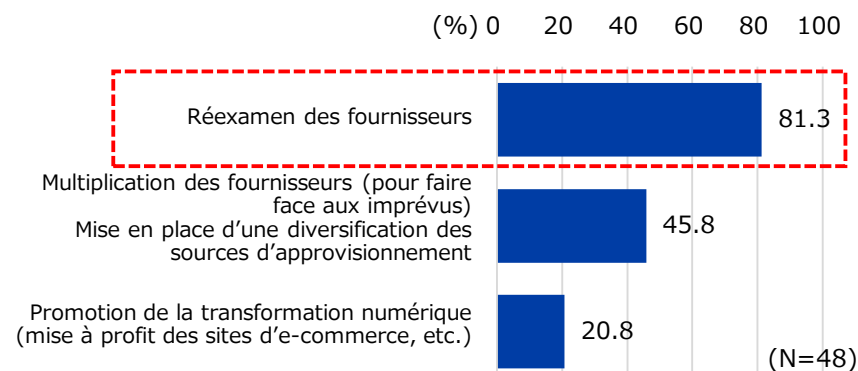
## Contenu du réexamen de la stratégie de vente



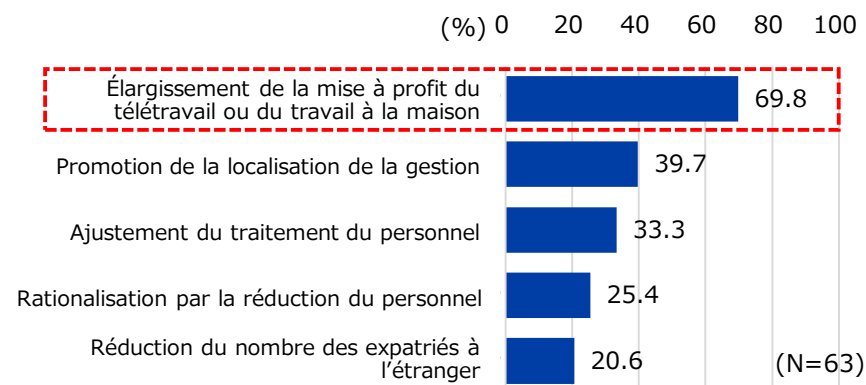
## Contenu du réexamen de la production



## Contenu du réexamen de l’approvisionnement



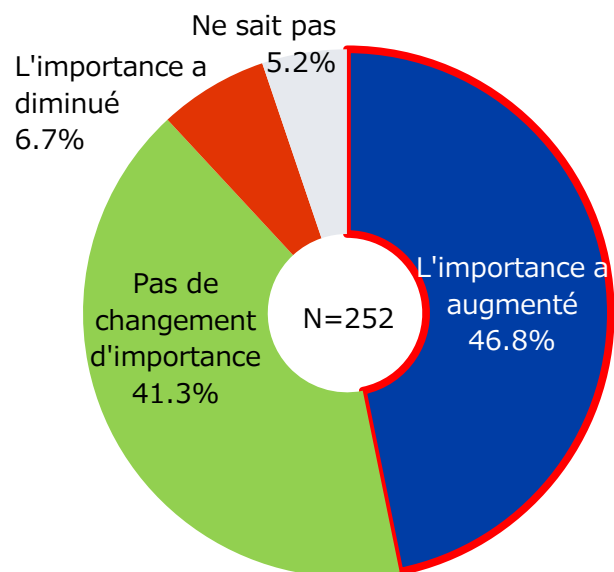
## Contenu du réexamen du système de gestion et d’administration



## 7 | Positionnement de l'Afrique dans la stratégie internationale (5 ans avant et 5 ans plus tard)

- Environ la moitié des entreprises ont répondu que son "importance a augmenté" comparé à il y a cinq ans.
- Environ 60 % des entreprises ont répondu que son "importance va augmenter" dans les cinq prochaines années. Des attentes envers la ZLECA ou l'élargissement du marché ont été donnés comme exemple. Par contre, certaines entreprises remarquent également que l'avenir est devenu imprévisible à cause de la pandémie de COVID19.

### Positionnement actuel de l'Afrique comparé à il y a cinq ans | Positionnement de l'Afrique sur les cinq prochaines années

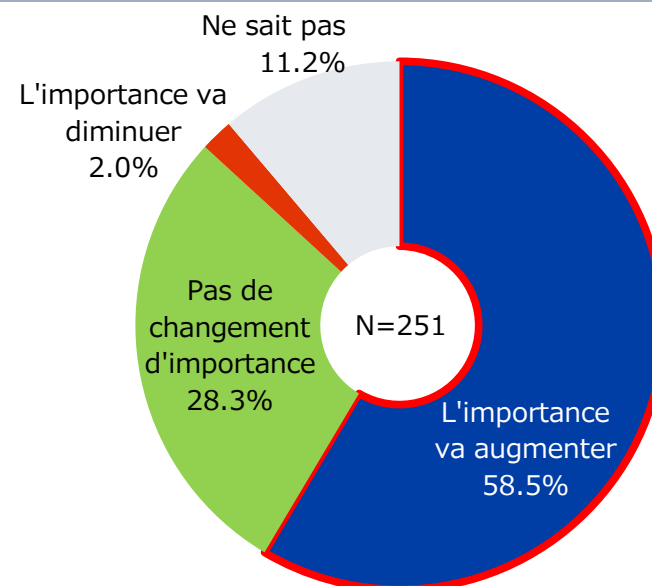


#### "L'importance a augmenté"

- Marché en croissance, Augmentation de population, Dernière frontière
- Exploitation vigoureuse des matières premières, demande de développement des infrastructures
- Réception de commandes de grande ampleur.

#### "L'importance a diminué"

- Il existe une polarisation sur l'Asie proche que la lointaine Afrique due à la pandémie de COVID19, etc.



#### "L'importance va augmenter"

- Croissance du marché et de la population, opportunités commerciales dues à la ZLECA
- Les bonds en avant technologiques ("*Leapfrogging*", ndt) vont également augmenter dans le futur

#### "Ne sait pas"

- L'avenir est devenu imprévisible à cause de la pandémie de COVID19.

#### "L'importance va diminuer"

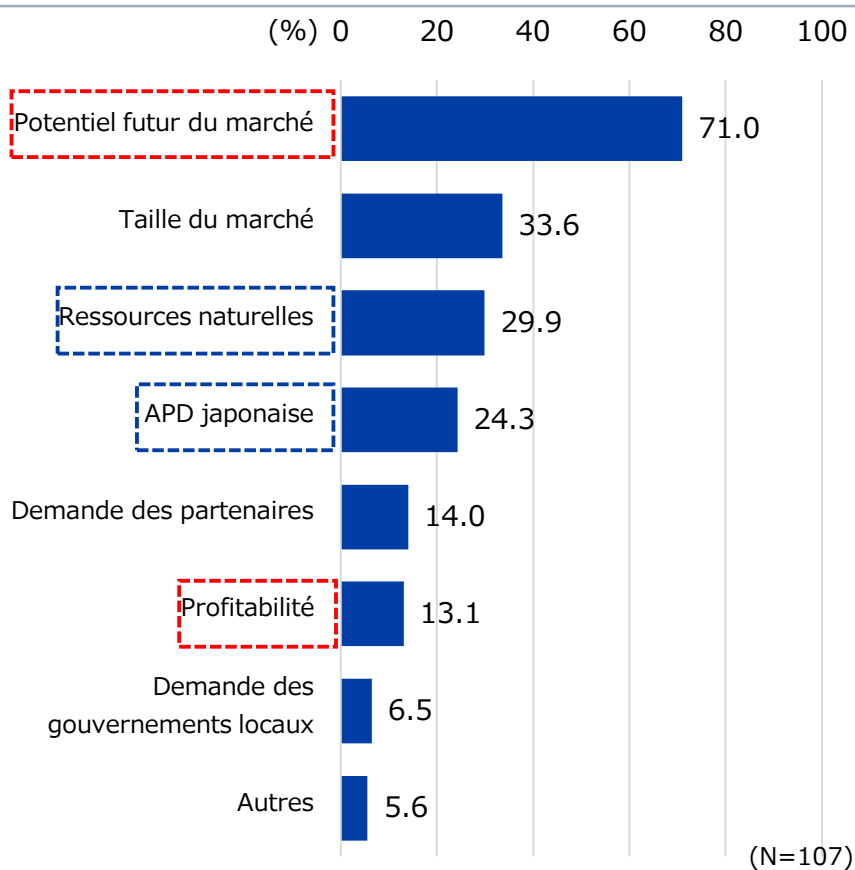
- La décarbonation va avoir une influence sur l'activité de l'entreprise.

## III. Environnement des investissements en Afrique

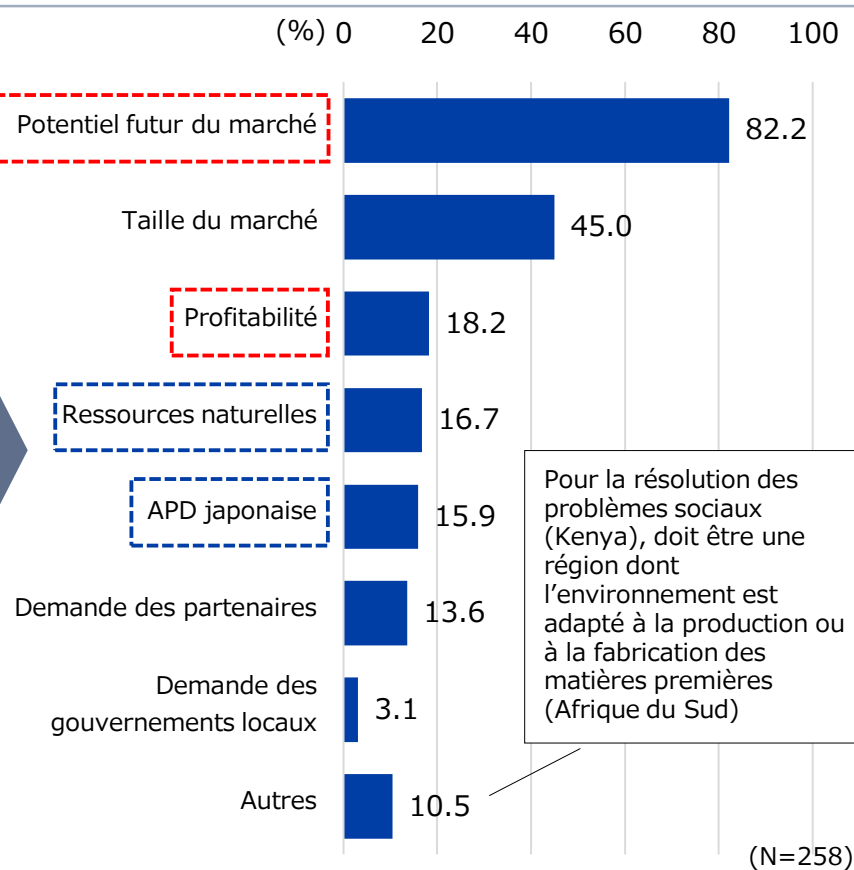
# 1 | Raison de la présence d'une succursale en Afrique

- Le "potentiel futur du marché" atteint la première place avec 82,2 % des réponses, soit une augmentation de 11,2 points par rapport à 2007.
- Par rapport à 2007, la "profitabilité" a augmenté de 5,1 points, l'"APD du Japon" a diminué de 8,4 points, et les "ressources naturelles" ont également perdu 13,2 points, avec des taux de réponse inférieurs à 20 %.

Référence: Etude 2007 (plusieurs réponses possibles)



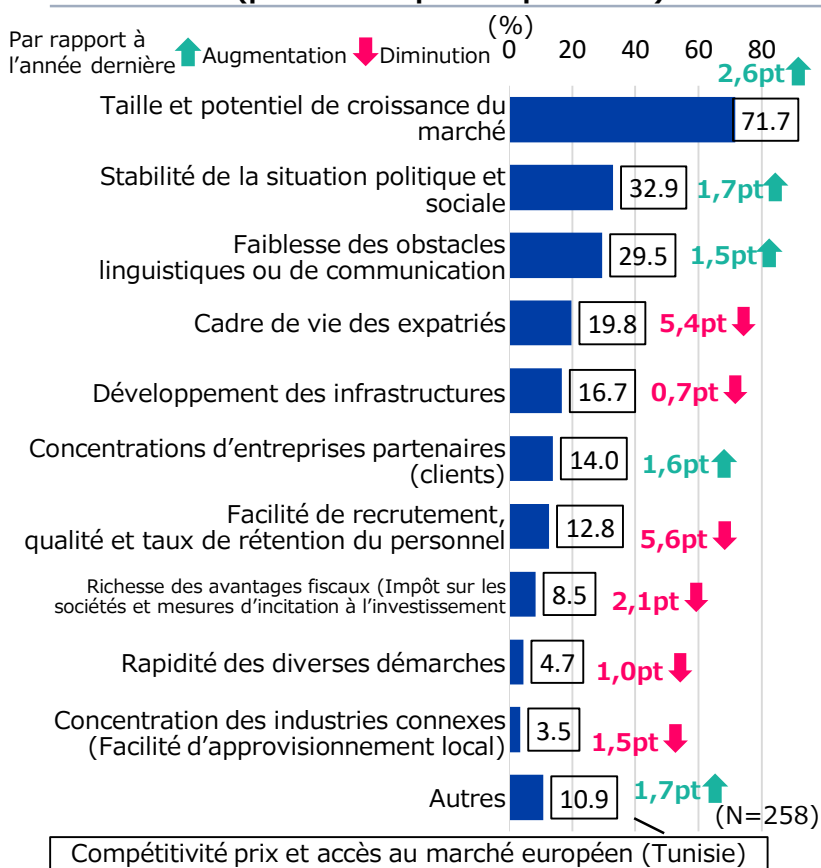
Etude 2021 (plusieurs réponses possibles)



## 2 | Avantages liés à l'environnement d'investissement

- Plus de 70% des entreprises ont répondu que la "taille et potentiel de croissance du marché" était un attrait de l'investissement en Afrique. L'Égypte, le Maroc, le Kenya, le Nigéria, et l'Éthiopie ont obtenu des chiffres supérieurs à la moyenne.
- Le Maroc et le Ghana ont eu une bonne évaluation pour leur "stabilité de la situation politique et sociale".

### Avantages liés à l'environnement d'investissement (plusieurs réponses possibles)



Par pays

(%)	Taille et potentiel de croissance du marché	Stabilité de la situation politique et sociale	Faiblesse des obstacles linguistiques ou de communication	Développement des infrastructures	Excellence du cadre de vie (expatriés)	Concentrations d'entreprises partenaires (clients)	Facilité de recrutement, qualité et taux de rétention du personnel	Avantages fiscaux et mesures d'incitation à l'investissement	Rapidité des diverses démarches	Concentration des industries connexes (Facilité d'approvisionnement local)	Autres
(%)											
<b>Total (N=258)</b>	<b>71,7</b>	<b>32,9</b>	<b>29,5</b>	<b>16,7</b>	<b>19,8</b>	<b>14,0</b>	<b>12,8</b>	<b>8,5</b>	<b>4,7</b>	<b>3,5</b>	<b>10,9</b>
Rép. d'Afrique du Sud (N=68)	70,6	13,2	36,8	25,0	25,0	23,5	10,3	10,3	1,5	5,9	10,3
Égypte (N=26)	76,9	30,8	11,5	7,7	11,5	11,5	7,7	11,5	7,7	3,8	7,7
Maroc (N=23)	82,6	78,3	26,1	39,1	21,7	21,7	30,4	26,1	26,1	8,7	0,0
Kenya (N=34)	76,5	38,2	64,7	26,5	41,2	5,9	20,6	2,9	0,0	0,0	2,9
Nigeria (N=19)	100,0	0,0	15,8	0,0	0,0	5,3	5,3	0,0	0,0	0,0	5,3
Mozambique (N=10)	70,0	0,0	0,0	10,0	10,0	20,0	10,0	0,0	0,0	0,0	20,0
Ghana (N=10)	60,0	80,0	80,0	10,0	30,0	0,0	10,0	0,0	0,0	10,0	10,0
Côte d'Ivoire (N=10)	70,0	20,0	10,0	10,0	10,0	20,0	0,0	0,0	10,0	0,0	10,0
Éthiopie (N=9)	88,9	0,0	11,1	0,0	0,0	0,0	0,0	11,1	0,0	0,0	22,2

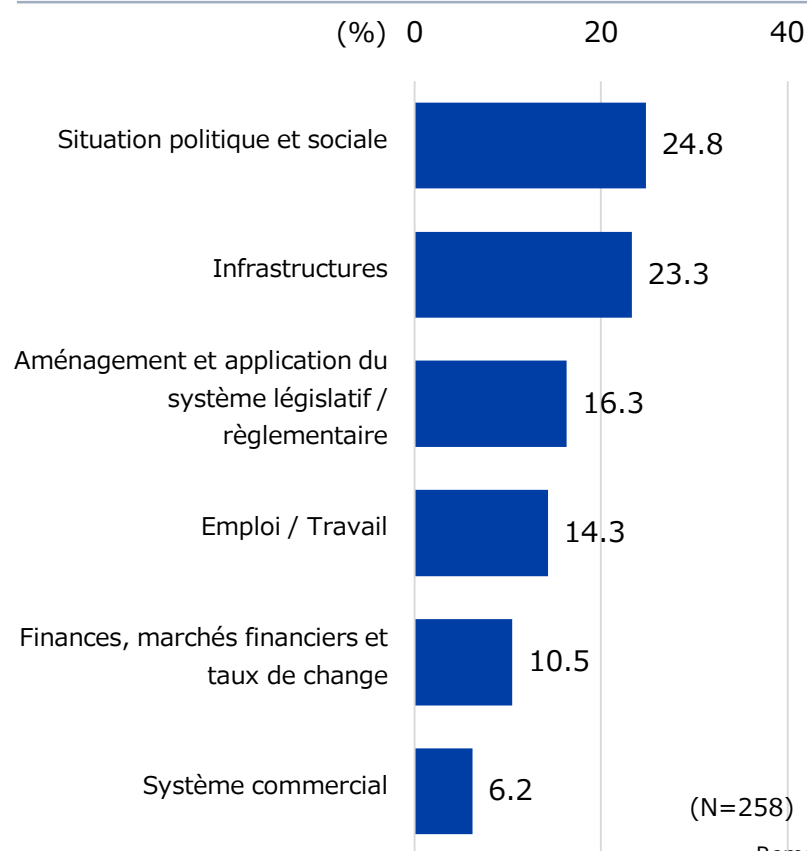
Rem: les parties ombrées en bleu correspondent aux pourcentages supérieurs à la moyenne (ensemble).



### 3 | Points ayant vu une amélioration de l'environnement des investissements (ensemble des pays concernés et par pays)

- Le point ayant vu la plus forte amélioration dans l'environnement des investissements est la "situation politique et sociale" avec 24,8 % des réponses. Cette valeur a dépassé les 50 % pour l'Égypte, le Ghana et la Côte d'Ivoire.
- Il est suivi par les "infrastructures" (23,3 %) pour lequel l'Éthiopie et le Mozambique ont obtenu un fort taux de réponse, à respectivement 70 % et 60 %

#### Amélioration dans l'environnement d'investissement du pays d'implantation (plusieurs réponses possibles)



#### Par pays

(%)	Situation politique et sociale	Aménagement et l'application du système législatif/réglementaire	Emploi et main-d'œuvre	Infrastructures	Finances, marchés financiers et taux de change	Système commercial
<b>Total (N = 258)</b>	<b>24,8</b>	<b>16,3</b>	<b>14,3</b>	<b>23,3</b>	<b>10,5</b>	<b>6,2</b>
Rép. d'Afrique du Sud (N=68)	17,6	11,8	14,7	17,6	14,7	11,8
Égypte (N=26)	53,8	11,5	3,8	11,5	11,5	3,8
Maroc (N=23)	13,0	21,7	26,1	4,3	8,7	4,3
Kenya (N=34)	17,6	26,5	17,6	23,5	17,6	2,9
Nigeria (N=19)	10,5	15,8	21,1	15,8	0,0	0,0
Mozambique (N=10)	10,0	30,0	30,0	60,0	20,0	10,0
Ghana (N=10)	50,0	20,0	0,0	20,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire (N=10)	70,0	10,0	10,0	10,0	0,0	0,0
Éthiopie (N=9)	0,0	11,1	0,0	77,8	0,0	0,0

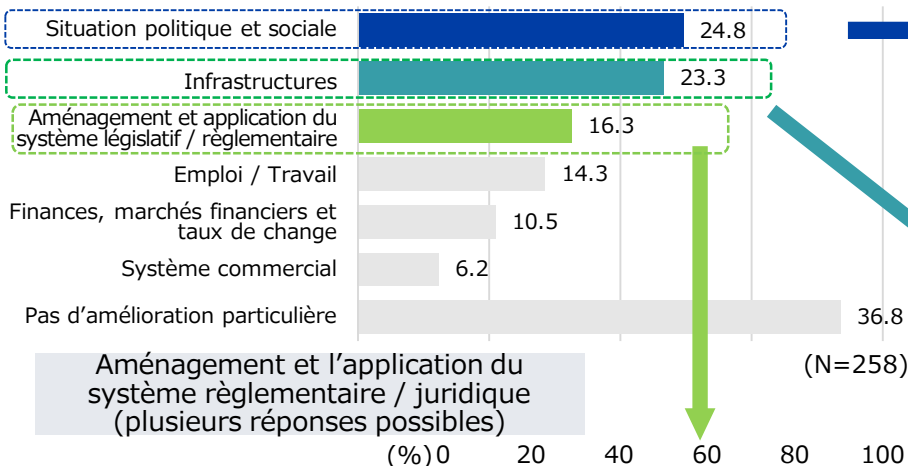
Rem: les parties ombrées en bleu correspondent aux pourcentages supérieurs à la moyenne (ensemble).

# 4 | Points ayant vu une amélioration de l'environnement des investissements (Par rubriques (1))

- Vus par rubriques, les points ayant vu une amélioration dans la "situation politique et sociale" sont les "risques politiques" pour un peu plus de 80 % des entreprises, et l'"ordre public" pour un peu plus de 60 % d'entre elles.
- Pour l'"infrastructure", l'"énergie électrique", la "communication" et les "routes" ont obtenu chacun environ 50 % des réponses.
- En ce qui concerne l'"aménagement et l'application du système règlementaire et juridique", les "démarches administratives" ont dépassé les 50 %.

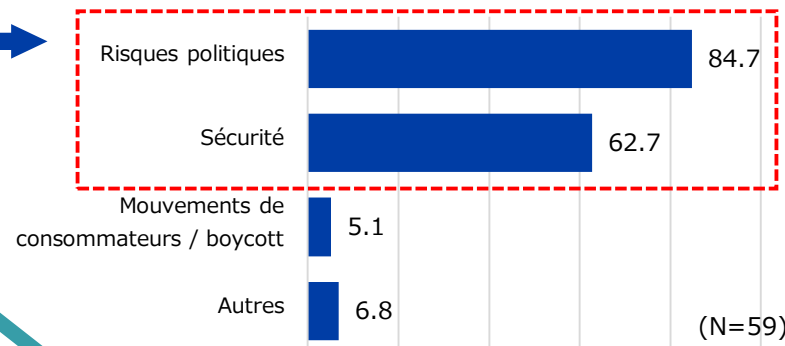
## Amélioration dans l'environnement des investissements du pays d'implantation (plusieurs réponses possibles)

(%) 0 10 20 30 40



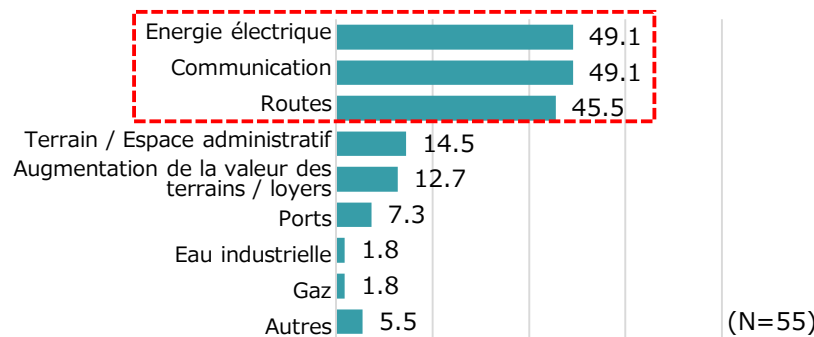
## Situation politique et sociale (plusieurs réponses possibles)

(%) 0 20 40 60 80 100



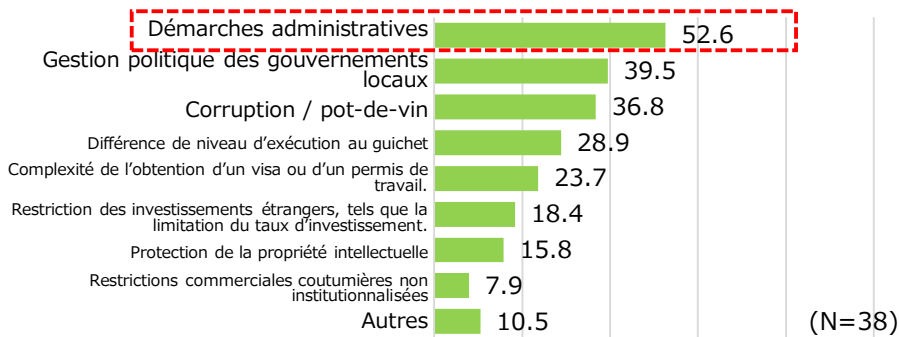
## Infrastructures (plusieurs réponses possibles)

(%) 0 20 40 60 80 100



## Aménagement et l'application du système règlementaire / juridique (plusieurs réponses possibles)

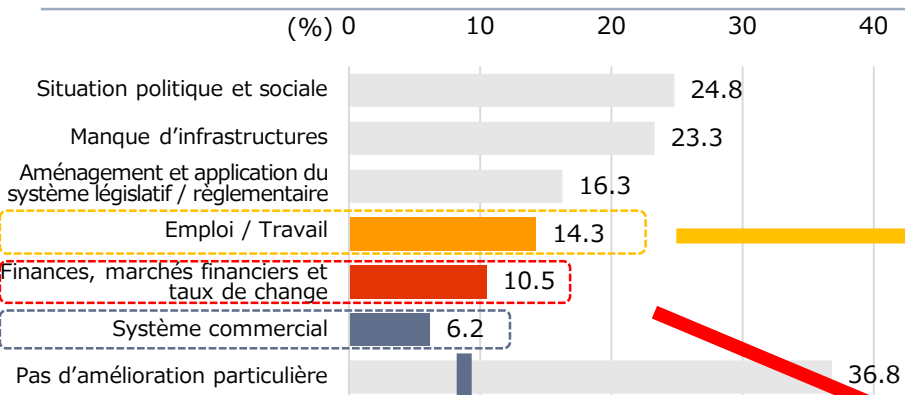
(%) 0 20 40 60 80 100



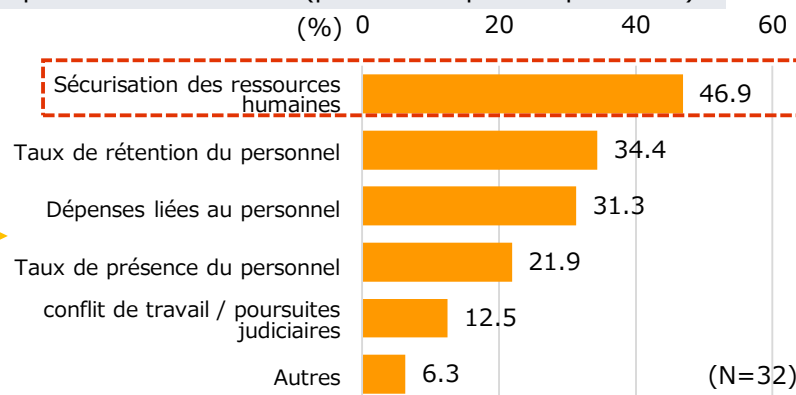
# 5 | Points ayant vu une amélioration de l'environnement des investissements (Par rubriques (2))

- Le point qui a vu une amélioration pour l'“emploi / travail” est la “sécurisation des ressources humaines” avec environ 50 % de réponses.
- Les “taux de changes” ont obtenu les taux de réponses les plus élevés pour les “finances, marchés financiers et taux de change”. Quant au “système commercial”, ce sont les “démarches diverses, dont le dédouanement” qui se sont hissés à la première place.

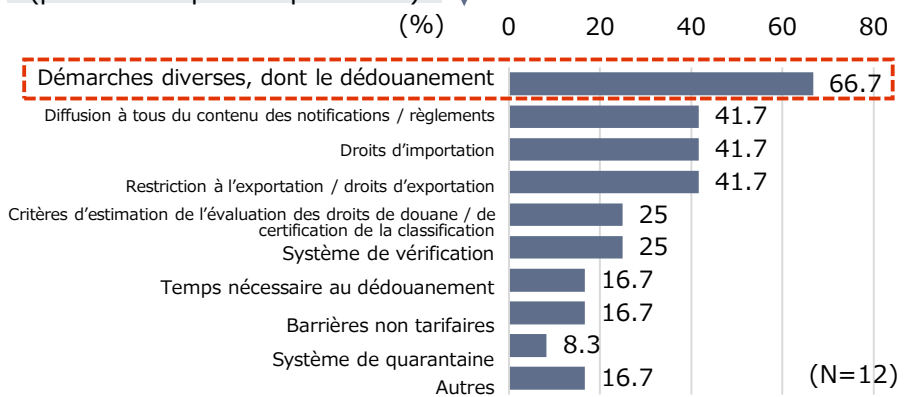
## Amélioration dans l'environnement des investissements du pays d'implantation (plusieurs réponses possibles)



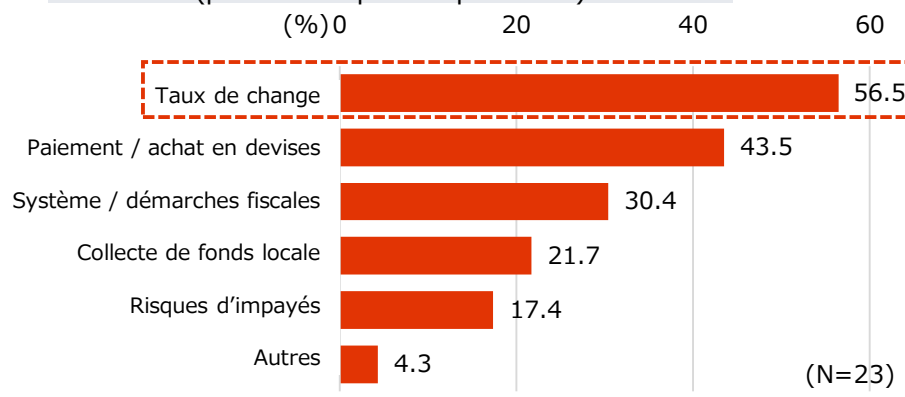
## Emploi et main-d'œuvre (plusieurs réponses possibles)



## Système commercial (plusieurs réponses possibles)



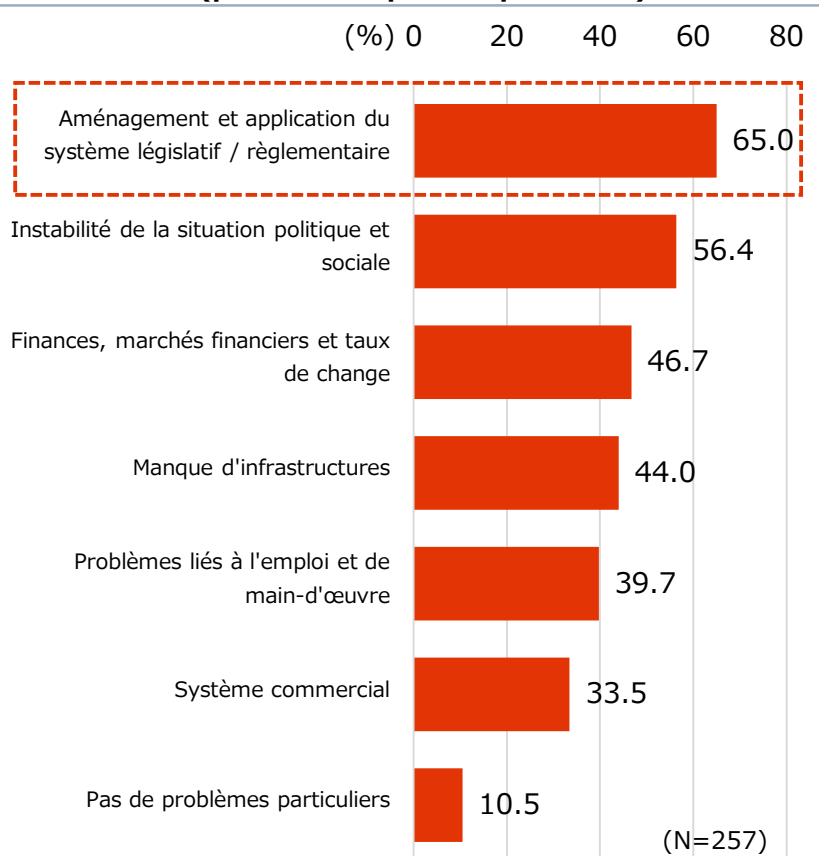
## Finances, marchés financiers et taux de change (plusieurs réponses possibles)



# 6 | Risques liés à l'investissement en Afrique (Ensemble des pays concernés, par pays)

- Plus de 60 % des entreprises ont répondu que l'“aménagement et l'application du système réglementaire et juridique” est un risque lié à l'investissement en Afrique, et le taux de cette réponse a dépassé la valeur moyenne pour l'Egypte, le Mozambique, le Ghana, la Côte d'Ivoire et l'Ethiopie.
- Le taux de réponse faisant état d'une “situation politique et sociale instable” a dépassé les 80 % pour l'Afrique du Sud et l'Ethiopie.

Risques liés à l'environnement des investissements (plusieurs réponses possibles)



Par pays

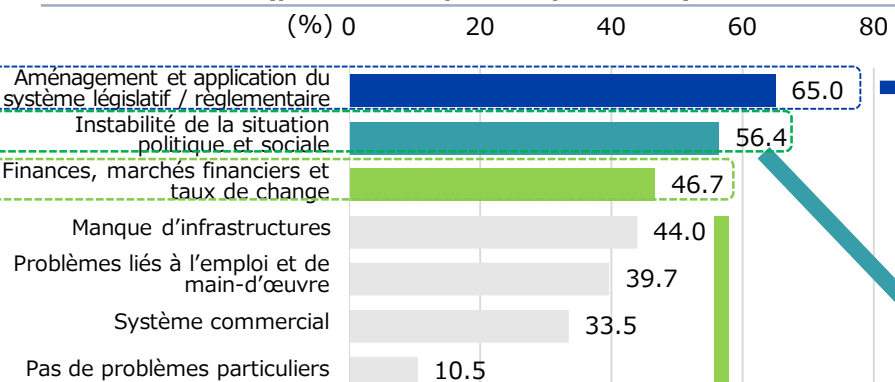
(%)	Aménagement et l'application du système législatif / réglementaire	Instabilité de la situation politique et sociale	Finances, marchés financiers et taux de change	Problèmes liés à l'emploi et la main-d'œuvre	Manque d'infrastructures	Système commercial	Pas de problèmes particuliers
<b>Total (N = 257)</b>	<b>65,0</b>	<b>56,4</b>	<b>46,7</b>	<b>39,7</b>	<b>44,0</b>	<b>33,5</b>	<b>10,5</b>
Rép. d'Afrique du Sud (N=68)	58,8	88,2	52,9	51,5	51,5	25,0	5,9
Egypte (N=26)	84,6	30,8	30,8	15,4	15,4	19,2	7,7
Maroc (N=23)	39,1	21,7	30,4	8,7	21,7	13,0	34,8
Kenya (N=34)	61,8	55,9	38,2	35,3	26,5	32,4	14,7
Nigeria (N=19)	57,9	78,9	68,4	36,8	84,2	52,6	10,5
Mozambique (N=10)	80,0	70,0	50,0	30,0	40,0	50,0	0,0
Ghana (N=10)	80,0	30,0	50,0	50,0	40,0	40,0	0,0
Côte d'Ivoire (N=9)	66,7	22,2	44,4	55,6	44,4	44,4	22,2
Ethiopie (N=9)	88,9	100,0	77,8	66,7	77,8	77,8	0,0

Rem: les parties ombrées en rouge correspondent aux pourcentages supérieurs à la moyenne (ensemble).

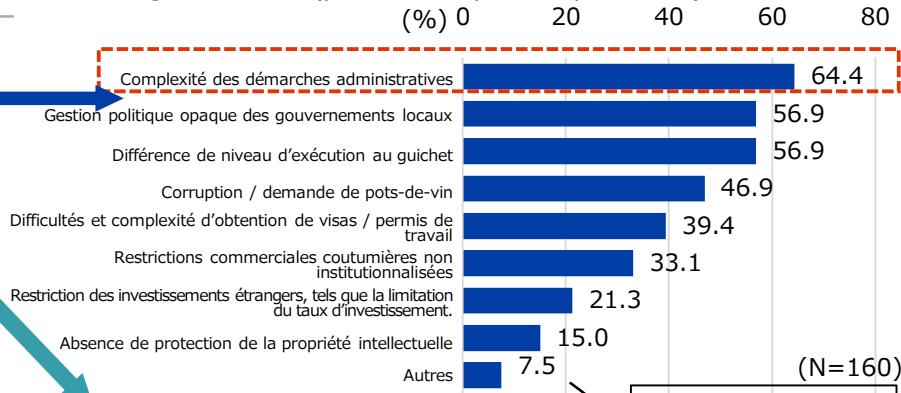
# 7 | Risques liés à l'investissement en Afrique (Par rubriques (1))

- Vu par rubrique, la "complexité des démarches administratives" a eu le taux de réponse le plus important dans la rubrique "aménagement et application du système règlementaire et juridique", avec 64,4 %.
- Pour celle de la "situation politique et sociale instable", l'"ordre public" a reçu un peu plus de 80 % de taux de réponse, et cette dernière était d'un peu plus de 70 % pour le "risque politique".
- Pour les "finances, marchés financiers et taux de change", c'est le "taux de change instable" qui a eu le taux de réponse le plus élevé, avec 60 %.

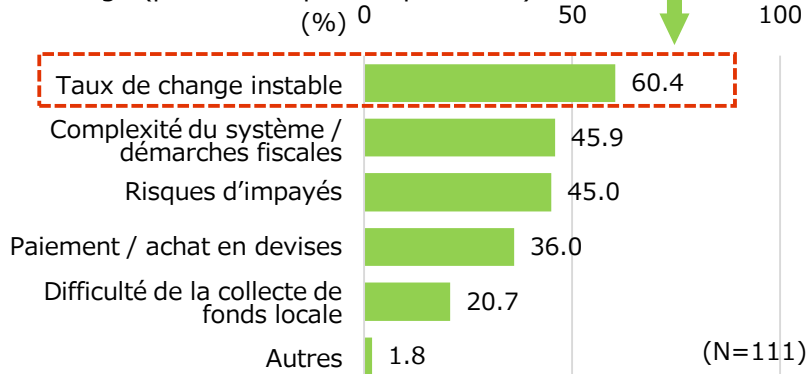
Risques liés à l'environnement des investissements (plusieurs réponses possibles)



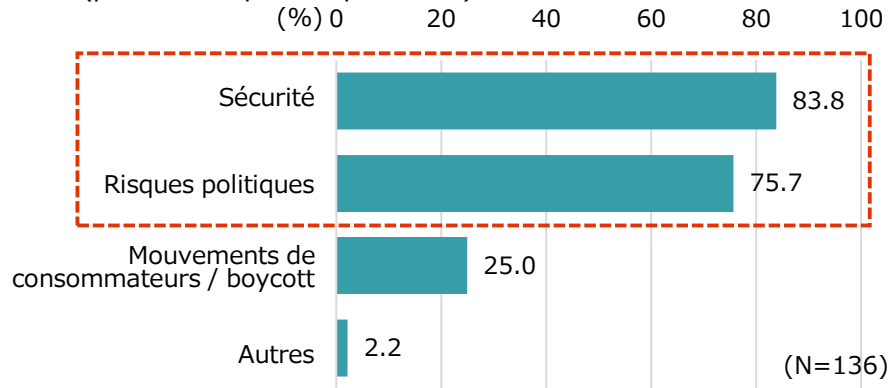
Aménagement et l'application du système législatif / règlementaire (plusieurs réponses possibles)



Finances, marchés financiers et taux de change (plusieurs réponses possibles)



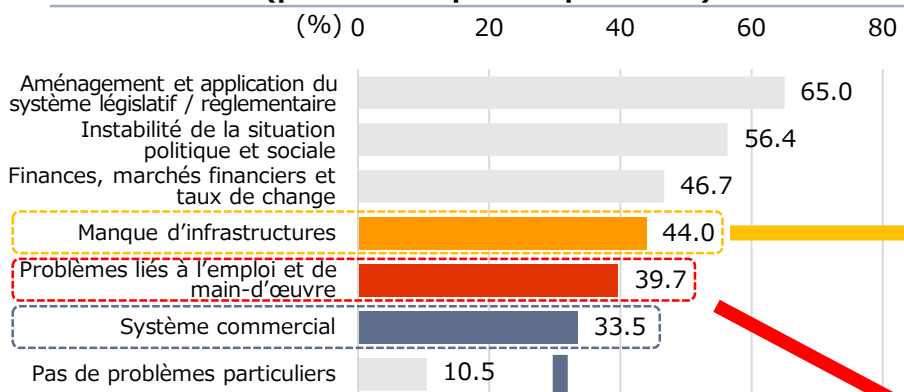
Situation politique et sociale instable (plusieurs réponses possibles)



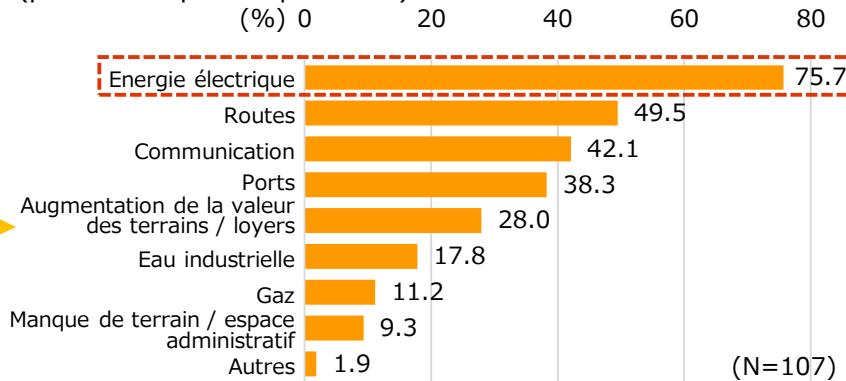
# 8 | Risques liés à l'investissement en Afrique (Par rubriques (2))

- Pour le "manque d'infrastructures" et les "problèmes d'emploi et de main-d'œuvre", l'"énergie électrique" (75,7 %) et la "sécurisation des ressources humaines" (64,6 %) ont respectivement eu les taux de réponse les plus importants.
- En ce qui concerne le "système commercial", le "temps de dédouanement" a reçu le plus de réponses, suivi des "démarches diverses, dont le dédouanement".

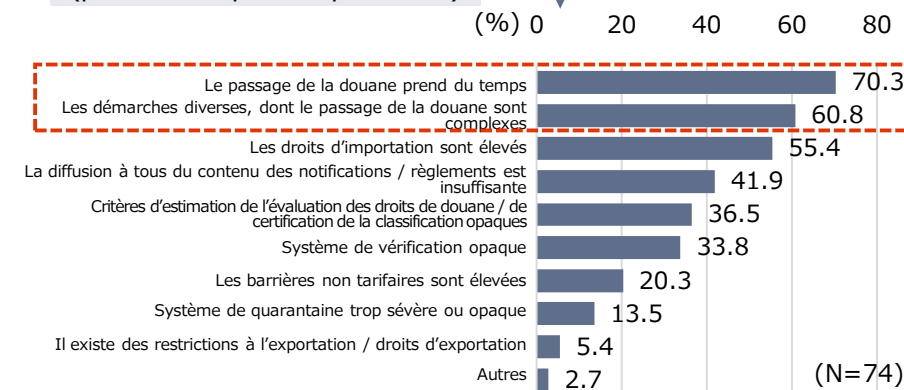
**Risques liés à l'environnement des investissements (plusieurs réponses possibles)**



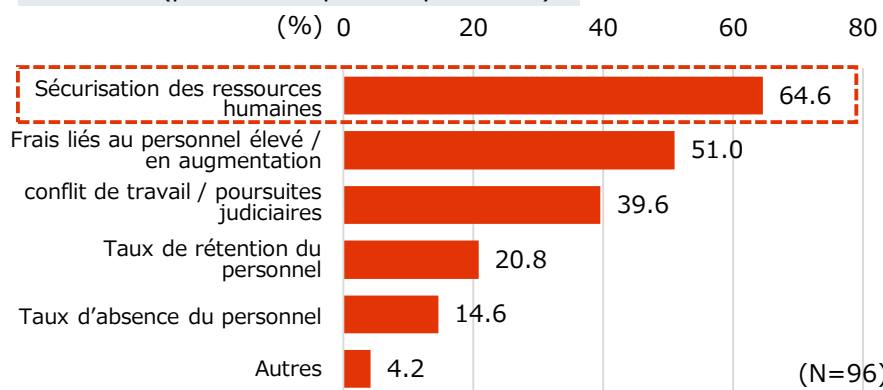
**Manque d'infrastructures (plusieurs réponses possibles)**



**Système commercial (plusieurs réponses possibles)**



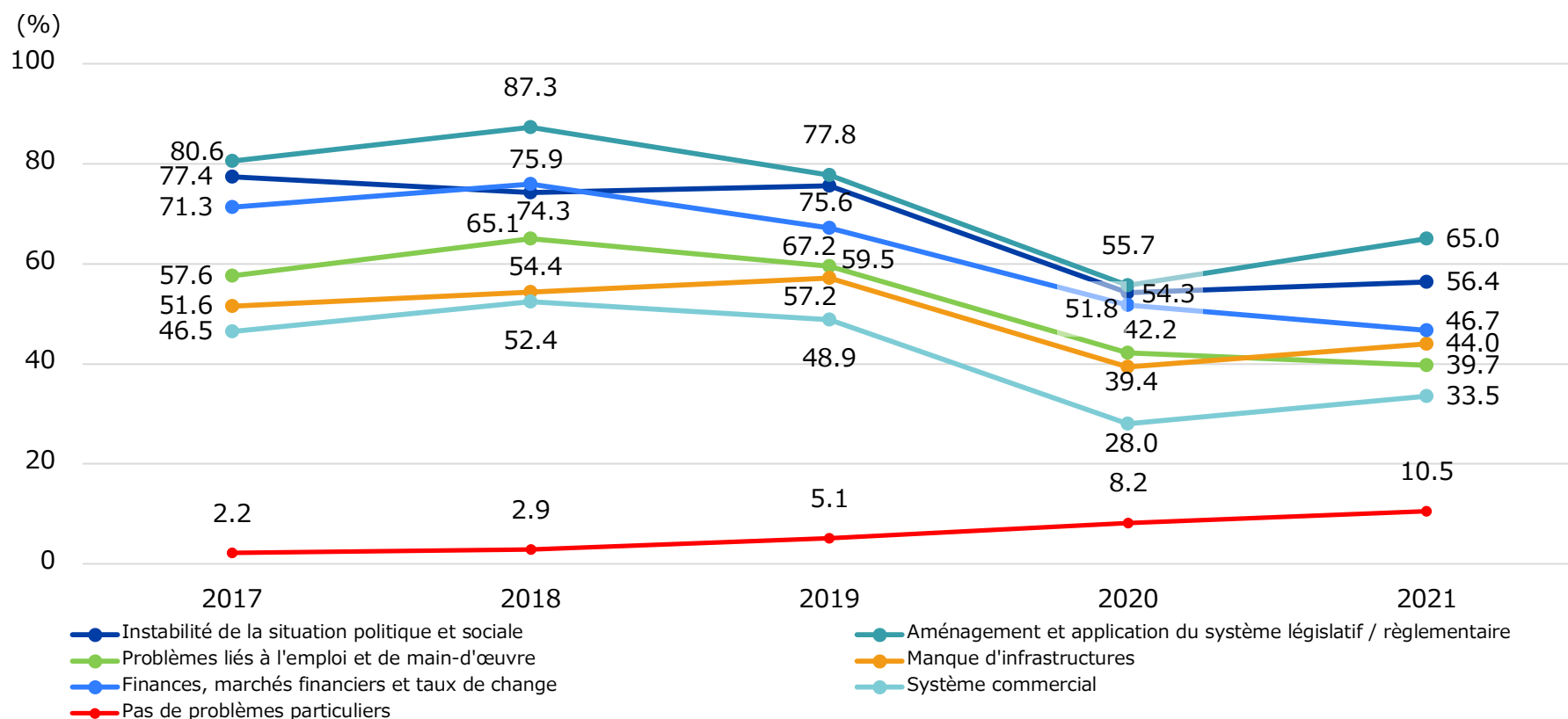
**Problèmes liés à l'emploi et la main-d'œuvre (plusieurs réponses possibles)**



# 9 | Risques liés à l'investissement en Afrique (évolution par rubriques)

- Les "finances, marchés financiers et taux de change" et les "problèmes liés à l'emploi et la main-d'œuvre" sont sur une tendance d'amélioration continue depuis 2018. La réponse "pas de problèmes particuliers" continue également de progresser, pour atteindre 10,5 %.
- Les risques ont légèrement augmenté par rapport à 2020 pour la "situation sociale et politique instable", l'"aménagement et l'application du système règlementaire et juridique", le "manque d'infrastructures" et le "système commercial".

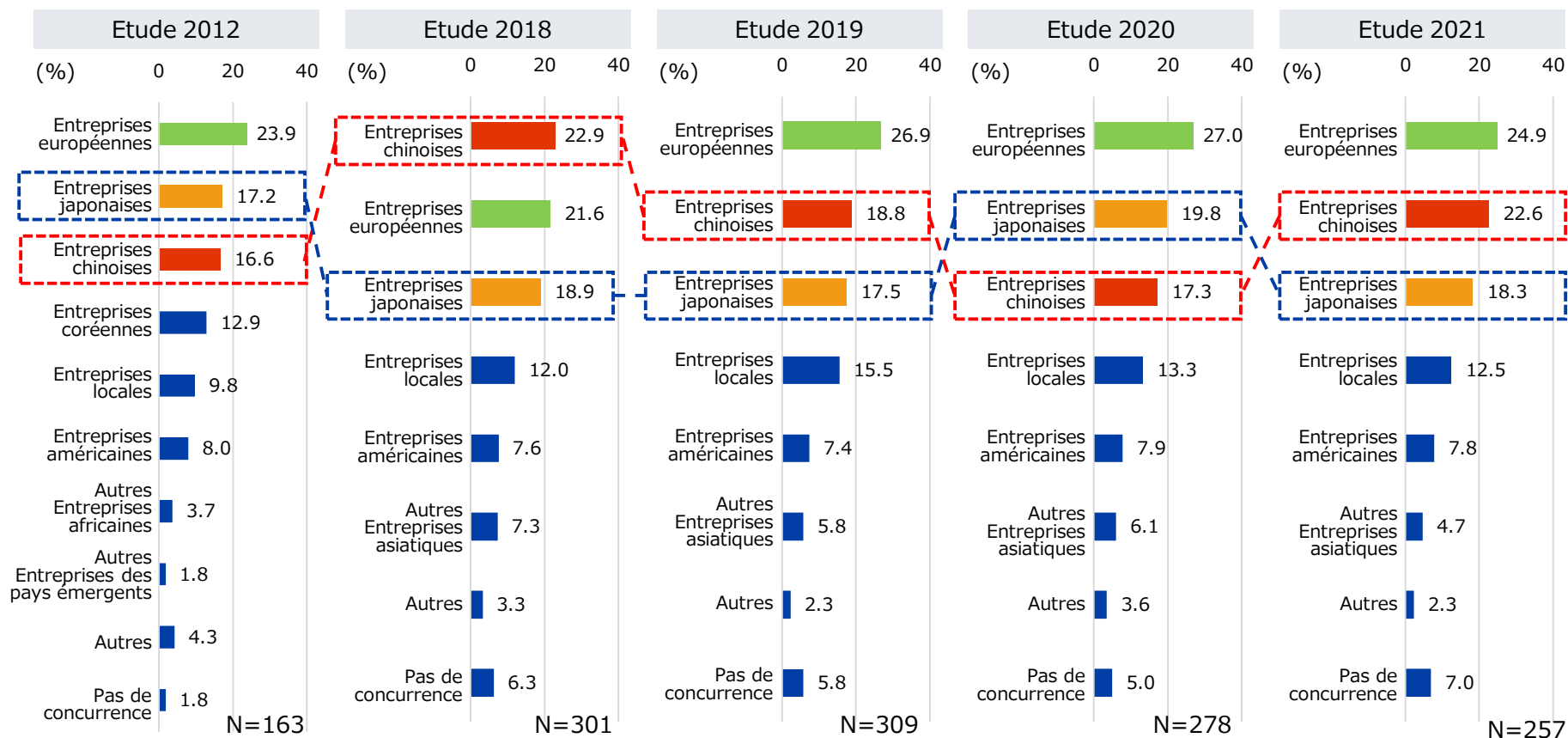
Risques liés à l'environnement de l'investissement (plusieurs réponses possibles)



# 10 | Concurrence avec les entreprises des autres pays

- En 2021, les entreprises européennes continuent à être les concurrents les plus importants.
- Les entreprises chinoises dont la concurrence avait tendance à diminuer en 2019 et en 2020 ont inversé cette tendance en 2021 pour occuper la seconde place au détriment des entreprises japonaises.

Evolution du pourcentage des entreprises avec lesquelles la concurrence est la plus forte

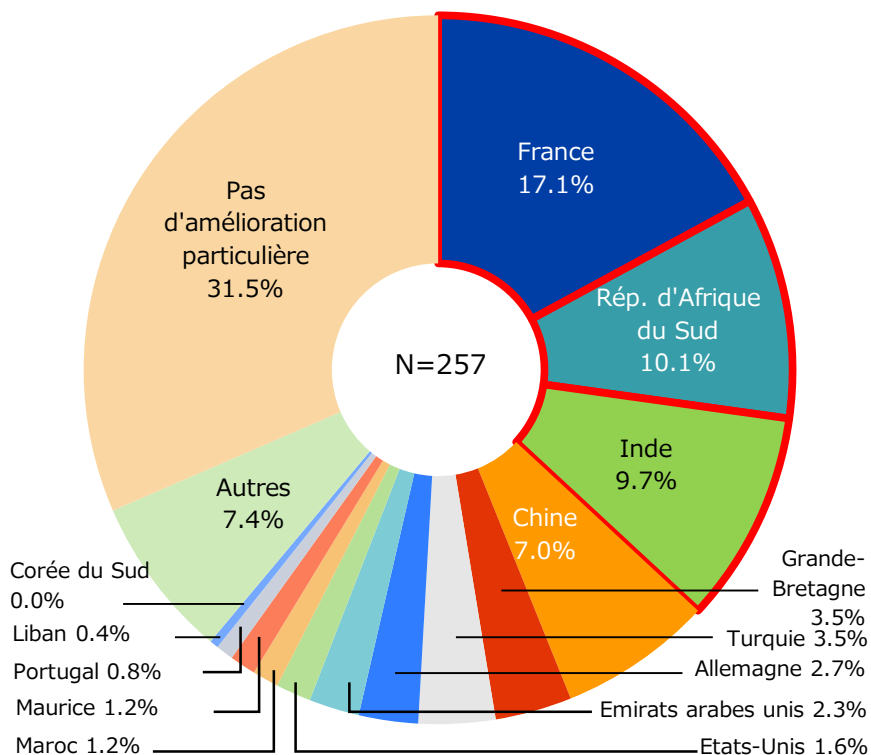




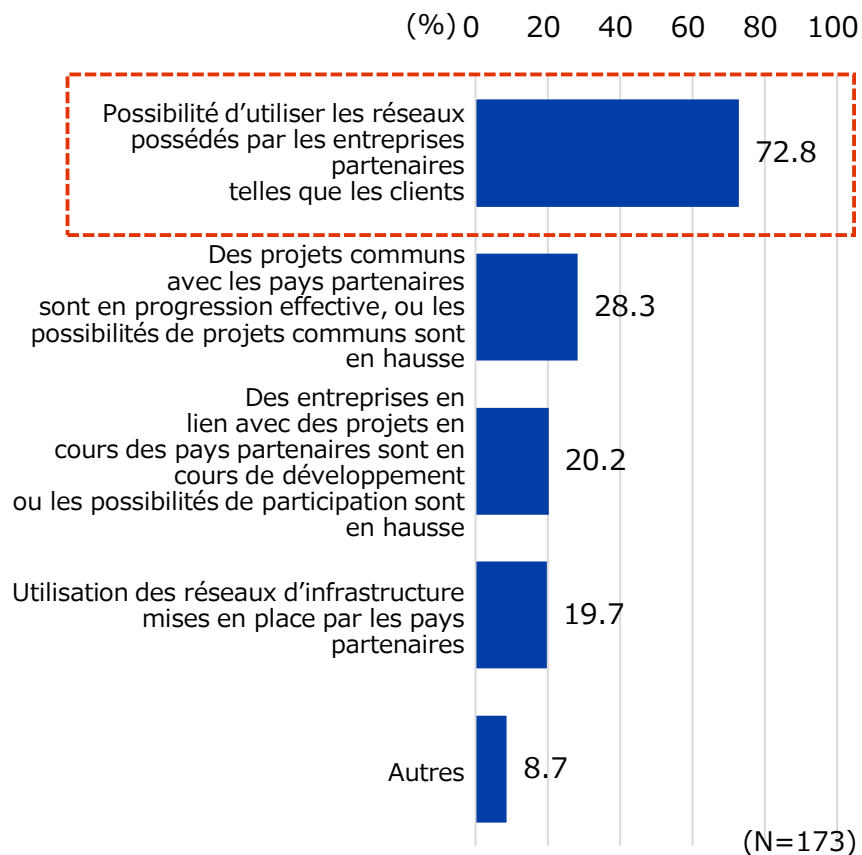
# 11 | Coopération avec les entreprises des pays tiers

- Comme l'année dernière, les entreprises des pays tiers qui peuvent être des partenaires potentiels occupant les premières places sont celles de la France, de l'Afrique du Sud et de l'Inde.
- Les opportunités et les avantages qui ont obtenu le taux de réponse le plus élevé sont la "possibilité d'utiliser les réseaux possédés par les entreprises partenaires telles que leurs propres partenaires", avec environ 70 %.

**Pays faisant l'objet de coopération avec les pays tiers**



**Opportunités et avantages (plusieurs réponses possibles)**

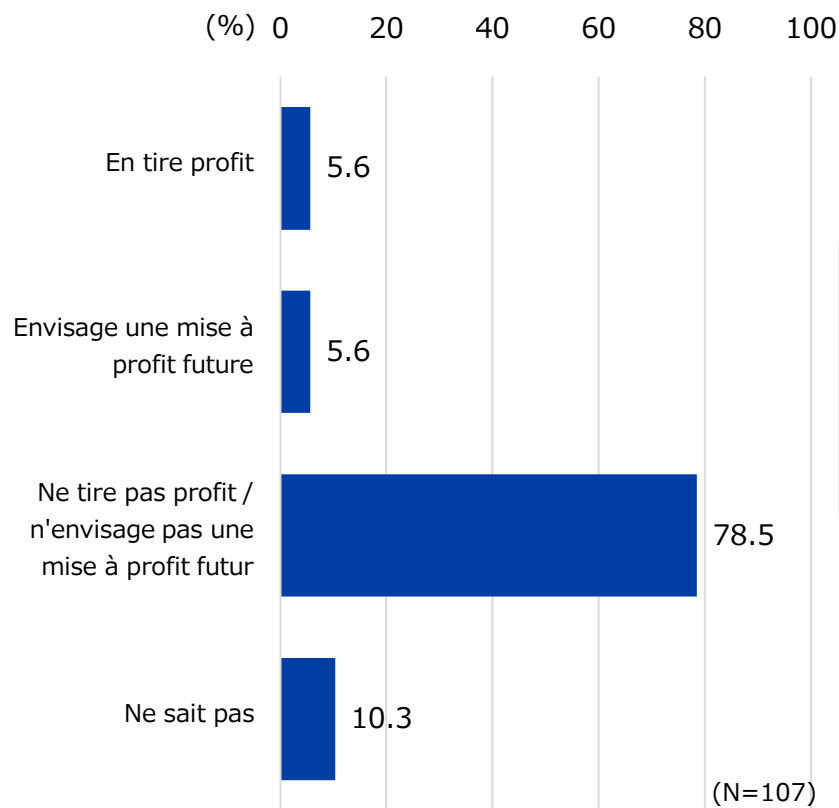


# 12 | Mise à profit des ALE / unions douanières (ensemble)

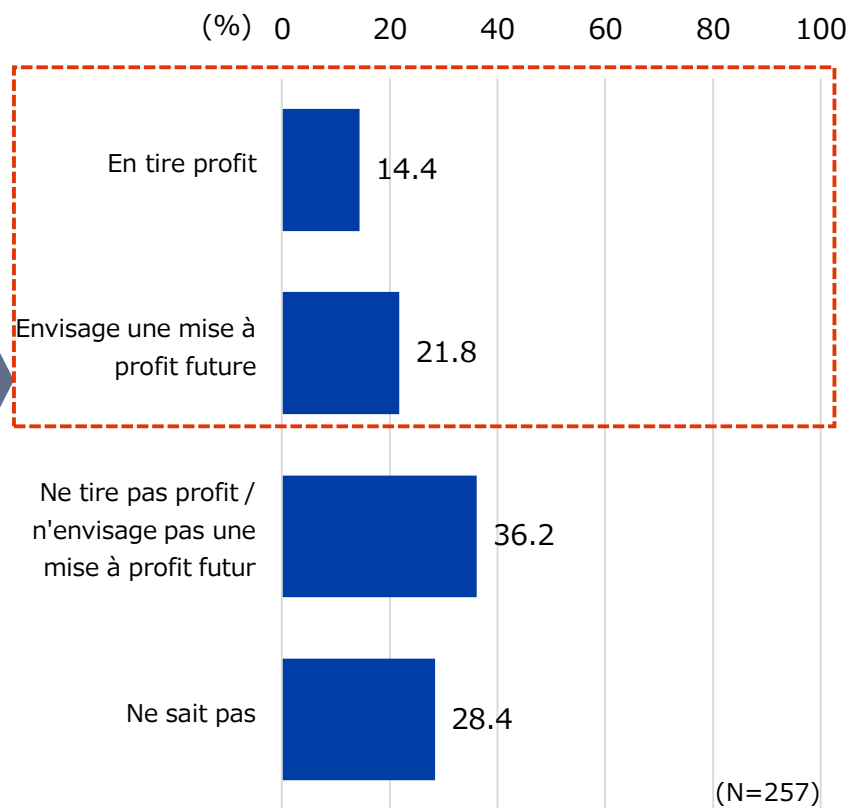
- La proportion des entreprises mettant à profit les ALE / unions douanières existantes (en vigueur) a environ triplé par rapport à 2007 dans la zone Afrique.
- Si on y ajoute la “considération d’une mise à profit ultérieure”, un peu moins de 40 % des entreprises sont favorables à leur utilisation.

## Mise à profit des ALE / unions douanières (plusieurs réponses possibles)

<Référence : Étude 2007>



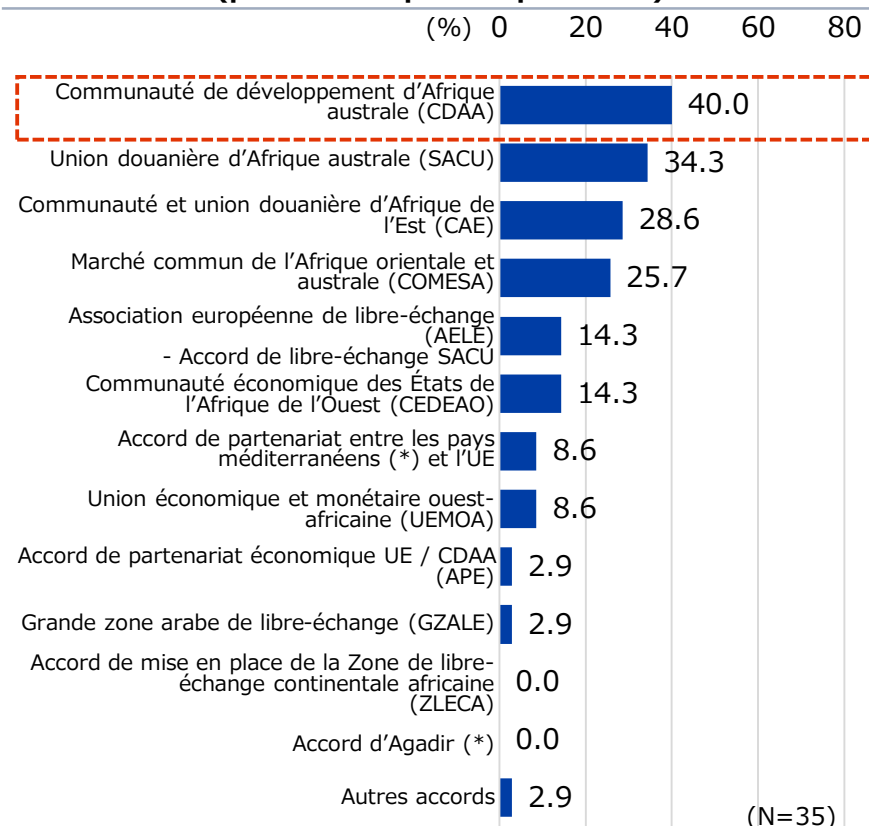
<Etude 2021>



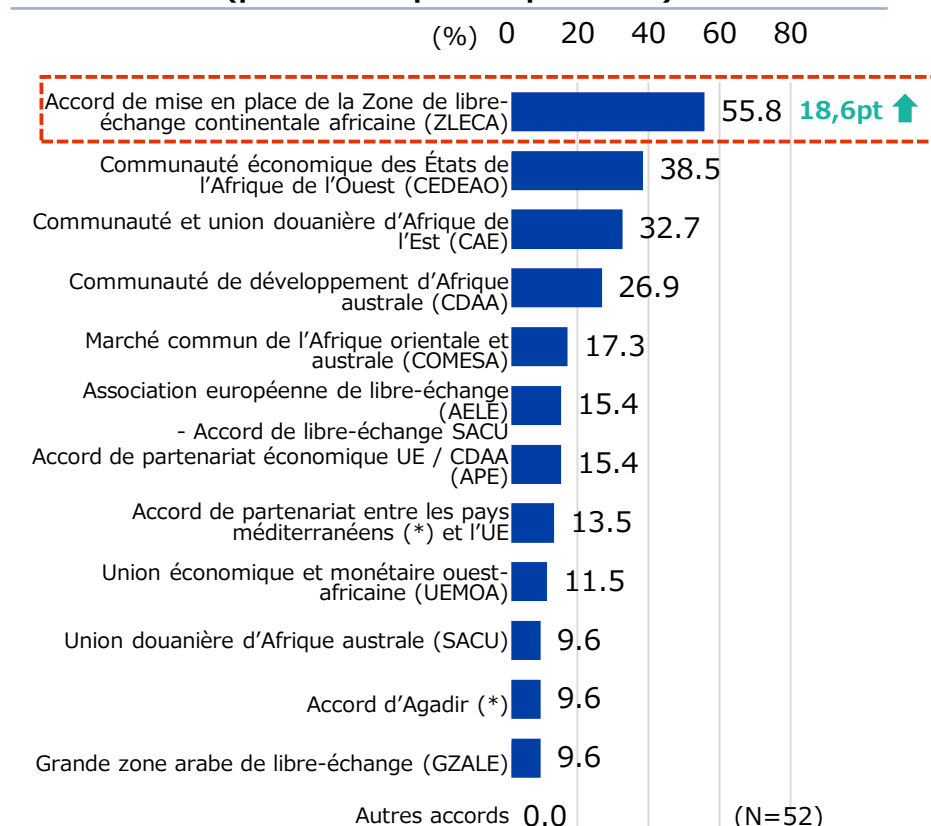
# 13 | Mise à profit des ALE / unions douanières (par accords)

- Dans l'état actuel des choses, 40 % des entreprises mettant à profit les ALE / unions douanières ont répondu mettre à profit la "communauté de développement d'Afrique australe (CDAA)".
- En ce qui concerne la considération d'une mise à profit ultérieure, l'"Accord de mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA)" a gagné 18,6 points par rapport à l'année dernière, atteignant 55,8 %.

**ALE / unions douanières mises à profit (plusieurs réponses possibles)**



**ALE / unions douanières dont l'utilisation est envisagée (plusieurs réponses possibles)**



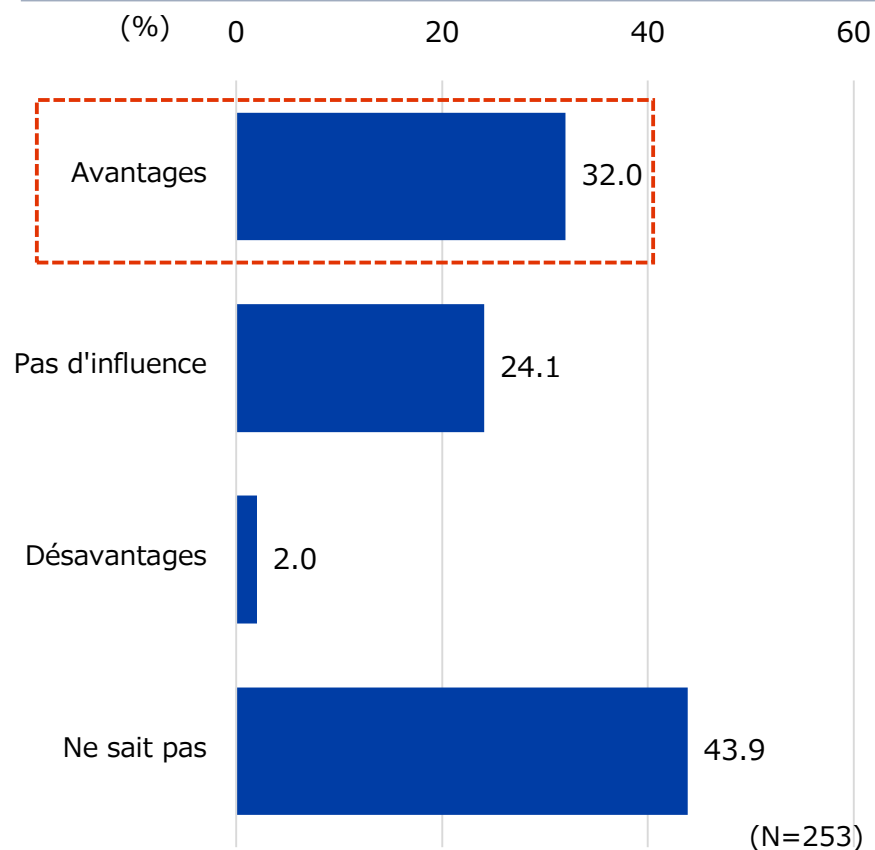
\* Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc et autres

Par rapport à l'année dernière : ↑ Augmentation

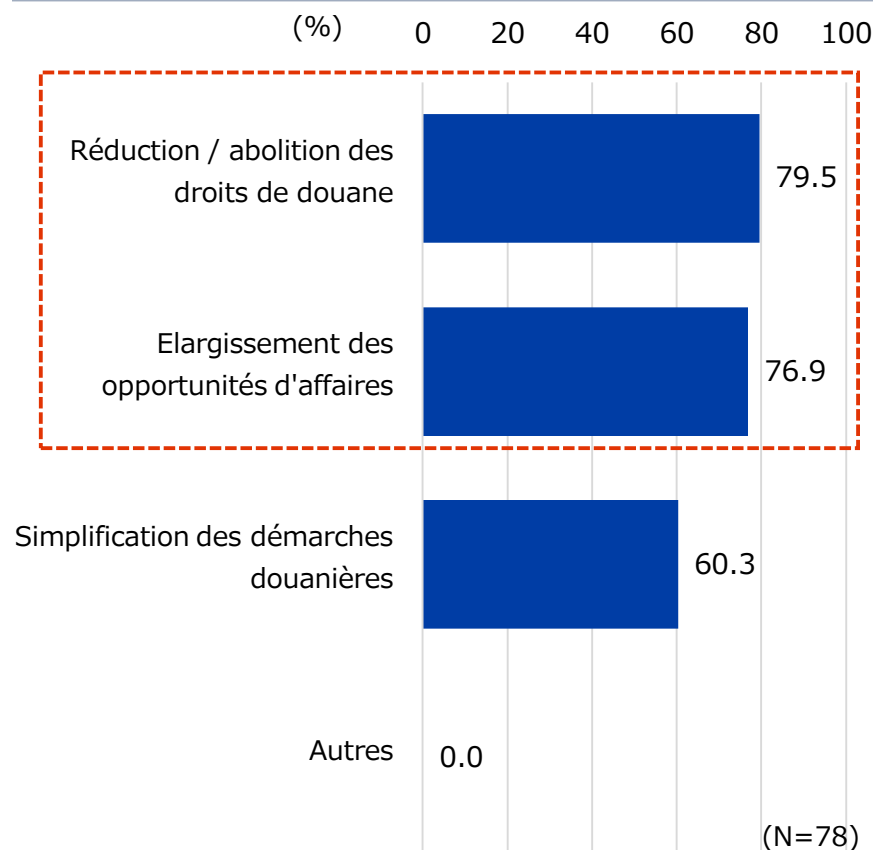
# 14 | Effets de la mise à profit de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA)

- 32 % des entreprises ont répondu que la ZLECA était un "atout" pour leur activité. Les conditions de son utilisation sont cependant opaques, et 43,9 % des entreprises ont répondu que les effets de cette utilisation étaient "inconnus".
- La "réduction / abolition des droits de douane" et l'"élargissement des opportunités d'affaires" constituent, avec près de 80 % des réponses, les principaux atouts mis en avant.

**Effets de la ZLECA sur les activités de l'entreprise  
(plusieurs réponses possibles)**



**Raison du choix de l'atout  
(plusieurs réponses possibles)**

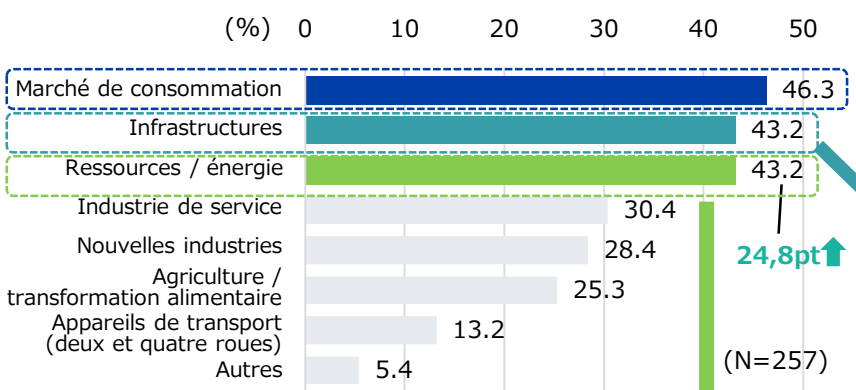


**IV. Secteurs commerciaux  
prometteurs et pays  
présentant des intérêts  
notables**

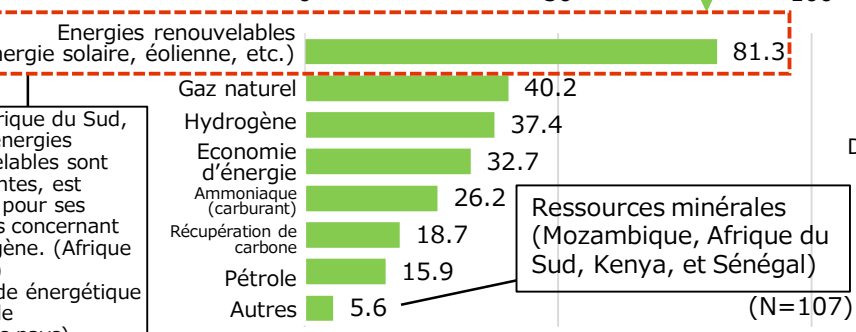
# 1 | Secteurs commerciaux prometteurs pour le futur (par secteur (1))

- Avec environ 50 % des réponses, le secteur commercial le plus prometteur est le "marché de consommation". Il est suivi des "infrastructures" et des "ressources et énergie" qui représentent un peu plus de 40 % des réponses. Le secteur "ressources et énergie" a pris 24,8 points par rapport à l'année dernière.
- Pour le "marché de consommation", les "infrastructures" et les "ressources et énergie", les "produits alimentaires", l'"énergie électrique" et les "énergies renouvelables" (devant le gaz naturel ou le pétrole) ont occupé la première place de leurs domaines respectifs.

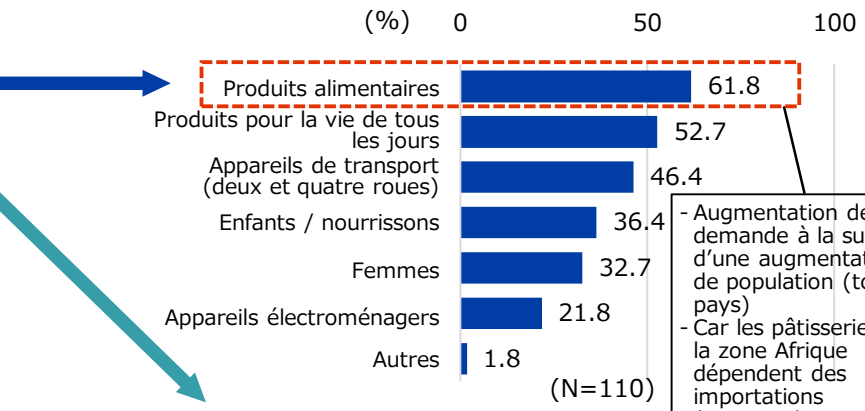
**Domaines des affaires considérés comme prometteurs (plusieurs réponses possibles)**



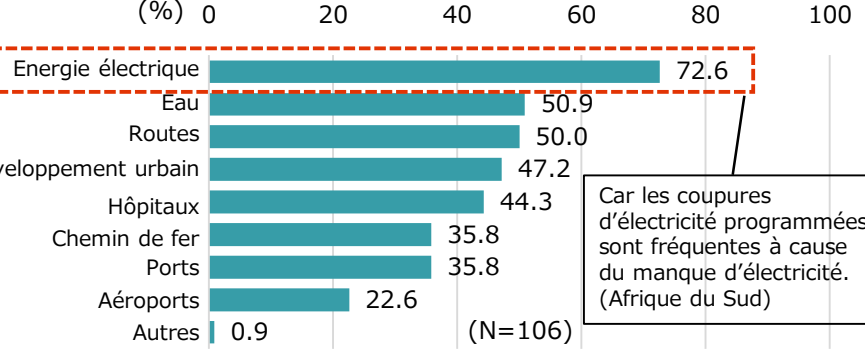
**Ressources et énergie (plusieurs réponses possibles)**



**Marché de consommation (plusieurs réponses possibles)**



**Infrastructures (plusieurs réponses possibles)**



- Car l'Afrique du Sud, où les énergies renouvelables sont abondantes, est connue pour ses activités concernant l'hydrogène. (Afrique du Sud)  
- Demande énergétique mondiale (tous les pays)

Ressources minérales (Mozambique, Afrique du Sud, Kenya, et Sénégal)

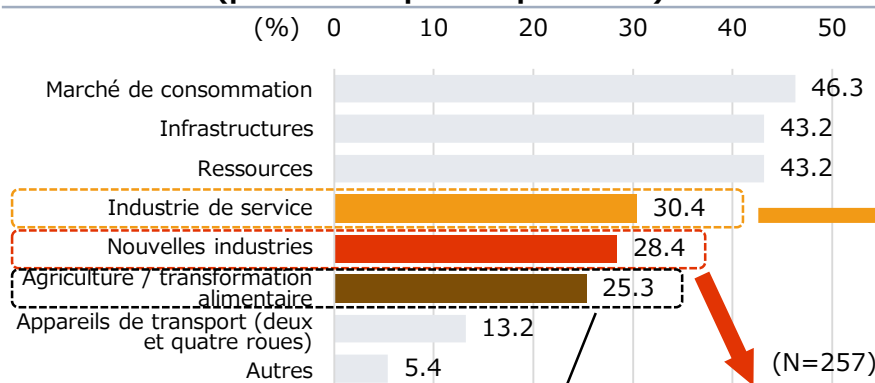
- Augmentation de la demande à la suite d'une augmentation de population (tous les pays)  
- Car les pâtisseries de la zone Afrique dépendent des importations (Tanzanie)

Car les coupures d'électricité programmées sont fréquentes à cause du manque d'électricité. (Afrique du Sud)

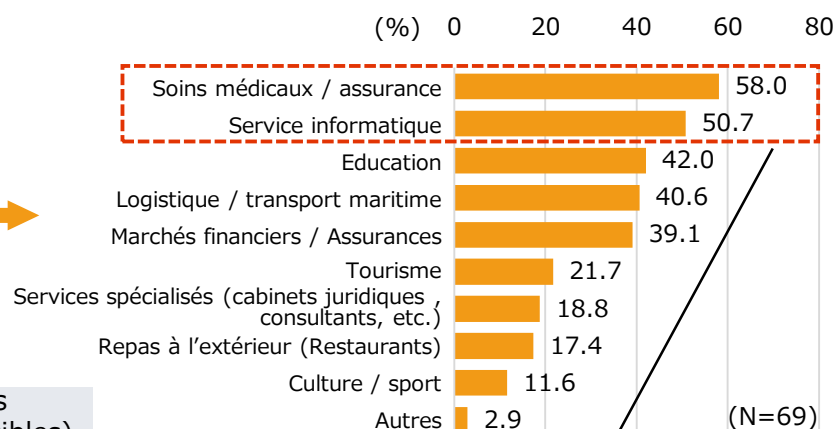
## 2 | Secteurs commerciaux prometteurs pour le futur (par secteur (2))

- Pour les “services”, les “soins médicaux / assurances” ont bénéficié du taux de réponse le plus important avec 60 %, suivi des “services informatiques” à 50 %.
- Pour les “nouvelles industries”, les “startup” ont reçu un peu moins de 70 % des réponses, suivi par l’“agriculture informatisée” et les “technologies liées à l’eau”.

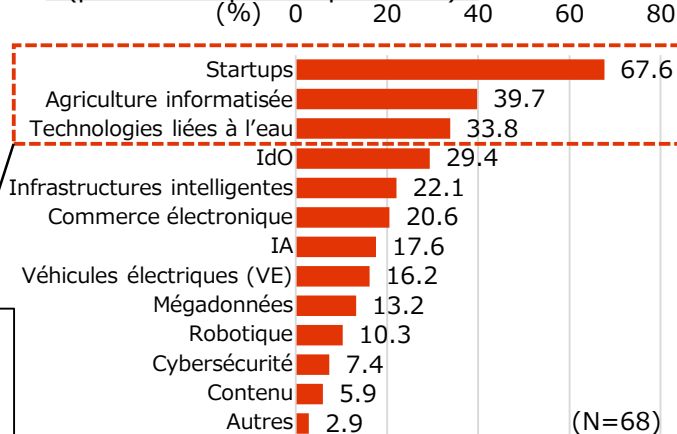
### Domaines des affaires considérés comme prometteurs (plusieurs réponses possibles)



### Services (plusieurs réponses possibles)



### Nouvelles industries (plusieurs réponses possibles)



- Culture / Exportation de produits agricoles (Madagascar)
- Agriculture mécanisée (Tanzanie)
- Production de céréales, fourniture à l'Europe et au Moyen-Orient de produits transformés (Maroc)
- Irrigation, engrais (Afrique du Sud)

Car le fait de travailler de manière proactive au développement du marché est un facteur de réussite en Afrique (Afrique du Sud)

Le nombre des malades, notamment liés aux maladies liées aux modes de vie, risque fortement d'augmenter ; la demande en soins médicaux comprenant la prévention va donc s'accroître. (Kenya)

- Technologie financière (Tanzanie)
- En rapport à l'automobile (Maroc)



### 3 Exemples d'entreprises japonaises actives dans des domaines prometteurs (alimentaire, agriculture et soins médicaux)

#### Brasseries Nakajima-jôzô (Gifu), Shata shuzo (Ishikawa)

Ont réussi à exporter du saké japonais en Afrique

- Début de l'exportation de saké local au Kenya en août 2021, pour une première implantation en Afrique. Importation et vente par KAI GLOBAL LTD.
- Bien que les formalités de demande d'inspection et de contrôle, ainsi que d'obtention du certificat de conformité ont posé des difficultés, la coopération avec le partenaire a permis de concrétiser les exportations.
- Il est probable que la notoriété de la cuisine japonaise va continuer à augmenter ; ainsi, ces deux brasseries vont continuer leurs efforts afin de faire augmenter davantage la demande.

Article pour référence: [Deux brasseries de saké locaux exportent en Afrique pour la première fois](#)



(Photo) JETRO

#### Kett Electric Laboratory (Tokyo)

Vers un plus grand marché des humidimètres grâce à une assistance et la mise en œuvre de formations.

- Exportation d'humidimètres pour mesurer l'humidité contenue dans les céréales, le café, ou le cacao.
- Exportation d'un humidimètre de démonstration en Côte d'Ivoire après avoir participé à une réunion d'affaire en ligne organisée par la JETRO.
- Après l'introduction de l'appareil, l'entreprise continue à faire des efforts pour agrandir le marché, en fournissant notamment une assistance ou des formations à destination des acquéreurs.

(Source) [Les appareils agricoles japonais s'attaquent à l'Afrique de l'Ouest - les défis de la Côte d'Ivoire constituent une opportunité commerciale, collection "Le Monde aujourd'hui - JETRO Global Eye" \(26 août 2021\)](#)

Article pour référence: [Exportation d'humidimètres avec pour objectif un retour sur le marché africain.](#)

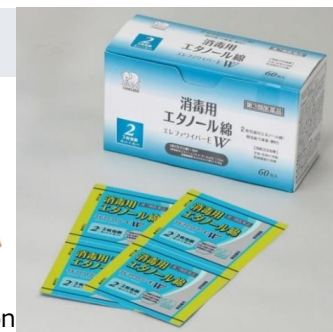


(Photo) JETRO

#### Hakuzo Medical Corporation (Osaka)

Vente de consommables médicaux en pariant sur la croissance future de la taille du marché.

- Vente à la Côte d'Ivoire et au Kenya de consommables médicaux tels que des pansements, des bandages ou de l'alcool médical.
- La société a prévu que le développement économique des pays émergents entraînerait une augmentation de la demande des produits destinés à la prévention des maladies liées aux modes de vie, et a entre autres participé à une réunion d'affaires organisée par JETRO. L'entreprise a porté son attention sur le Nigéria pour l'importance de son marché



(Photo) Hakuzo Medical Corporation

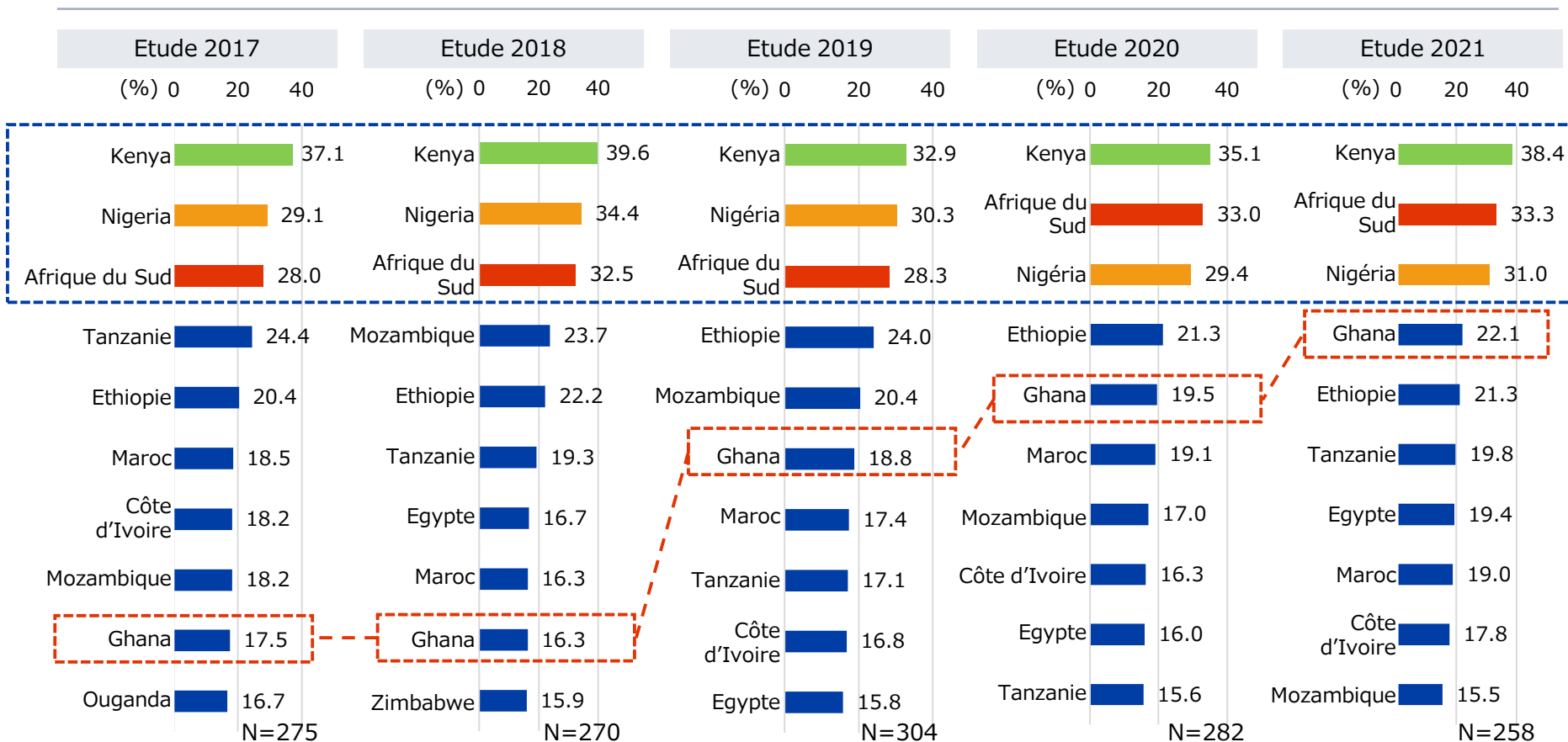
Article pour référence: [Un fabricant de produits médicaux japonais s'attaque à l'Océan Bleu du marché africain.](#)



## 4 | Pays présentant des perspectives intéressantes

- Les pays qui occupent les trois premières places (le Kenya, l'Afrique du Sud, et le Nigeria) restent inchangés depuis les cinq dernières années.
- Le Ghana a progressé dans le classement d'année en année, pour atteindre la quatrième place en 2021, derrière le Nigeria. Les classements de la Tanzanie et de l'Égypte ont également progressé.

Evolution des 10 pays aux perspectives les plus intéressantes (plusieurs réponses possibles)



# 5 | Pays aux perspectives les plus intéressantes

## Focus sur les 10 premiers pays, avec les commentaires des entreprises

(N=258)

Pays	Pourcentage (%)	Atouts (commentaires des entreprises)
<b>1 Kenya</b>	<b>38,4</b>	Le développement soudain des startups et possibilités de coopération, augmentation de la demande en infrastructures, des énergies renouvelables prometteuses, fonction de plaque tournante de l'Afrique de l'Est, potentiel économique stable, APD / investissements japonais, développement de l'industrie automobile, taille du marché et potentiel de développement futur.
<b>2 Rép. d'Afrique du Sud</b>	<b>33,0</b>	Base d'opérations pour l'économie, la production et l'exportation en Afrique, économie mure, potentiel industriel que l'on peut voir par le développement de l'industrie automobile, ressources minérales, transition vers la fourniture d'énergie électrique / renouvelables.
<b>3 Nigéria</b>	<b>31,0</b>	Augmentation de la population et taille du marché, jeunesse de la population, potentiel du marché des biens de consommation, augmentation de la classe moyenne, exploitation du pétrole et du gaz, croissance de l'industrie automobile, augmentation de la taille du marché dans le domaine agricole
<b>4 Ghana</b>	<b>22,1</b>	Attentes en tant que plaque tournante de l'Afrique de l'Ouest, concentration des entreprises japonaises, augmentation de la population et stabilité de l'ordre public, environnement des affaires favorables telles que la langue, augmentation de l'échelle économique, croissance de l'industrie automobile, exploitation des ressources minérales, entrée dans les domaines de l'énergie électrique ou de l'agriculture
<b>5 Ethiopie</b>	<b>21,3</b>	Marché de consommation de taille très importante, besoin des activités liées aux infrastructures, nouvelle entrée dans les activités liées à la communication, croissance du marché dans le domaine agricole, APD japonaises, développement de l'industrie automobile, mouvement de privatisation et croissance qui y est liée
<b>6 Tanzanie</b>	<b>19,8</b>	Augmentation de la taille du marché due à la croissance de la population, exploitation du gaz naturel, augmentation de la demande en infrastructures, APD japonaise, développement de l'industrie automobile, espoirs envers la libéralisation du marché à la suite de l'entrée en fonction d'un nouveau président
<b>7 Egypte</b>	<b>19,4</b>	Attentes en tant que plaque tournante des ressources de la zone Méditerranéenne, augmentation de la demande en infrastructures telles que l'énergie électrique, augmentation de la population, développement de l'industrie automobile
<b>8 Maroc</b>	<b>19,0</b>	Taille du marché, augmentation des besoins en développement des infrastructures, développement de terminaux portuaires, espoirs envers le développement économique, diffusion de l'énergie renouvelable
<b>9 Côte d'Ivoire</b>	<b>17,8</b>	Attentes en tant que plaque tournante de la zone francophone de l'Afrique de l'Ouest, augmentation de la population et augmentation de l'échelle économique, APD japonaise, augmentation de la taille du marché dans le domaine agricole
<b>10 Mozambique</b>	<b>15,5</b>	Exploitation du gaz naturel, développement de l'industrie automobile, produits pour la vie de tous les jours, APD japonaises, demande envers le développement des infrastructures.

## 6 | Pays aux perspectives les plus intéressantes Les pays les plus attractifs ayant un classement inférieur à la 11ème place, avec les commentaires des entreprises

(N=258)

Pays	Pourcentage (%)	Atouts (commentaires des entreprises)
<b>11 Ouganda</b>	<b>14,3</b>	Augmentation de la demande en infrastructures, potentiel de croissance du marché, APD japonaise
<b>12 Zambie</b>	<b>10,9</b>	Exploitation de ressources naturelles, APD japonaise
<b>13 Rép. démocratique du Congo</b>	<b>9,7</b>	Taille du marché, ressources naturelles abondantes telles que le cuivre ou le cobalt
<b>14 Rwanda</b>	<b>8,9</b>	Entrée dans le domaine de l'agriculture, potentiel du secteur TIC, progrès de la mise en place des infrastructures
<b>15 Maurice</b>	<b>8,5</b>	Économie de taille modeste mais stable, potentiel de devenir un site clé de la production en Afrique
<b>15 Angola</b>	<b>8,5</b>	Exploitation des ressources naturelles, taille du marché
<b>17 Madagascar</b>	<b>7,8</b>	Augmentation des besoins en mise en place des infrastructures, opportunités d'affaires liées aux APD, ressources minérales telles que le nickel
<b>18 Zimbabwe</b>	<b>7,0</b>	Industries agricoles prometteuses, augmentation des besoins en mise en place des infrastructures, APD
<b>18 Algérie</b>	<b>7,0</b>	Taille du marché, richesse des ressources naturelles, exportation vers la Turquie
<b>20 Cameroun</b>	<b>3,5</b>	Potentiel en tant que cible de développement de nouvelles activités de la zone francophone

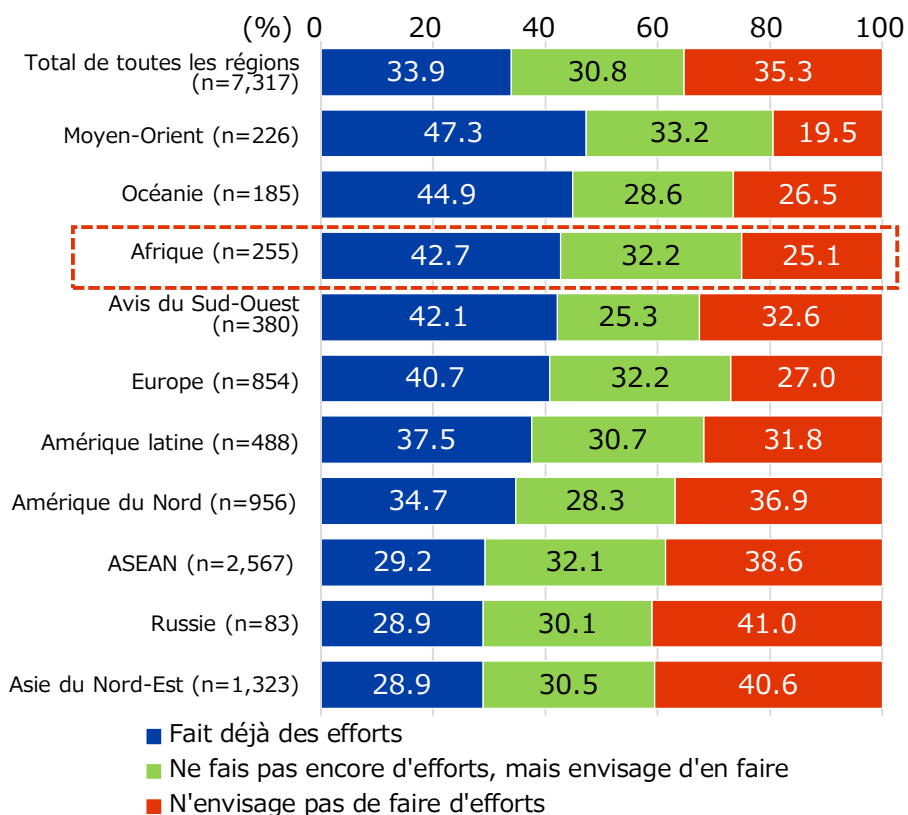
JETRO

## V. Informations annexes

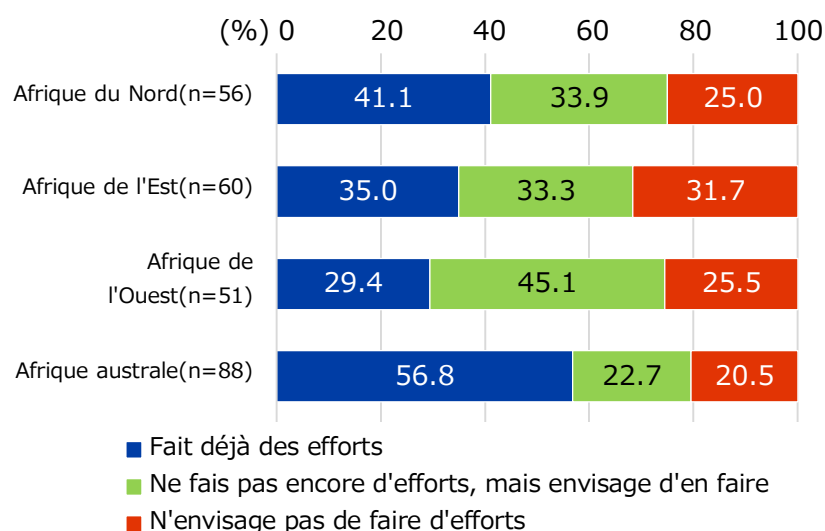
# 1 | Activités de décarbonation

- Les entreprises qui "ont d'ores et déjà des activités" de décarbonation (réduction des rejets de gaz à effet de serre) représentent environ 40 %, et atteignent un peu plus de 70 % si on les additionne aux entreprises qui "prévoient d'en avoir". A l'échelle mondiale, l'Afrique arrive en troisième position des régions du monde avec la plus forte proportion d'entreprises qui "ont d'ores et déjà des activités" de décarbonation, après le Moyen-Orient et l'Océanie.
- Au sein de l'Afrique, cette proportion était la plus élevée pour l'Afrique australe avec 56,8 %, suivie de l'Afrique du Nord avec 41,1 %.

**Activités de décarbonation (par région)**



**Activités de décarbonation (par sous-région)**



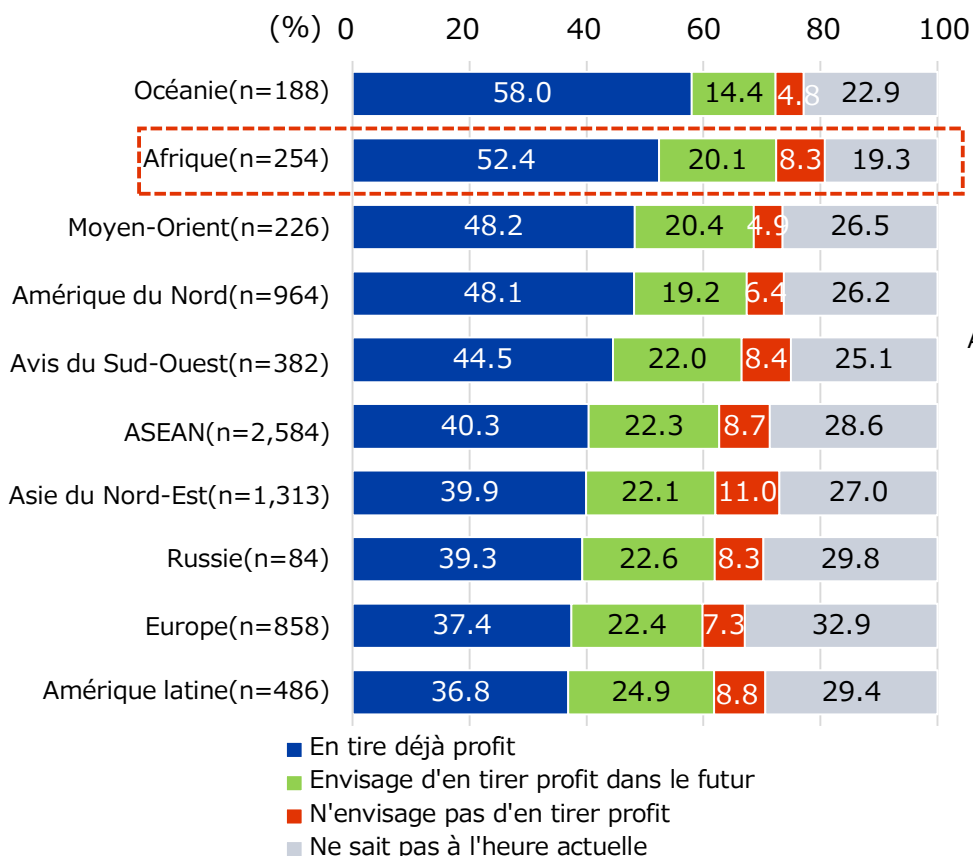
**Exemples concrets d'activités**

- Réduction de rejet de CO2 par les installations de production (Algérie, bâtiment)
- Réduction de l'utilisation du plastique pour les produits existants (Nigéria, alimentation)
- Subventions accordées au déplacement écologique sur les lieux de travail à l'aide de vélos, de VE, de véhicules hybrides, etc., prise en charge intégrale de la compensation carbone des voyages d'affaires (par avion), promotion du choix de VE ou de véhicules hybrides lors de l'acquisition de véhicules, etc. (Kenya, conseil)

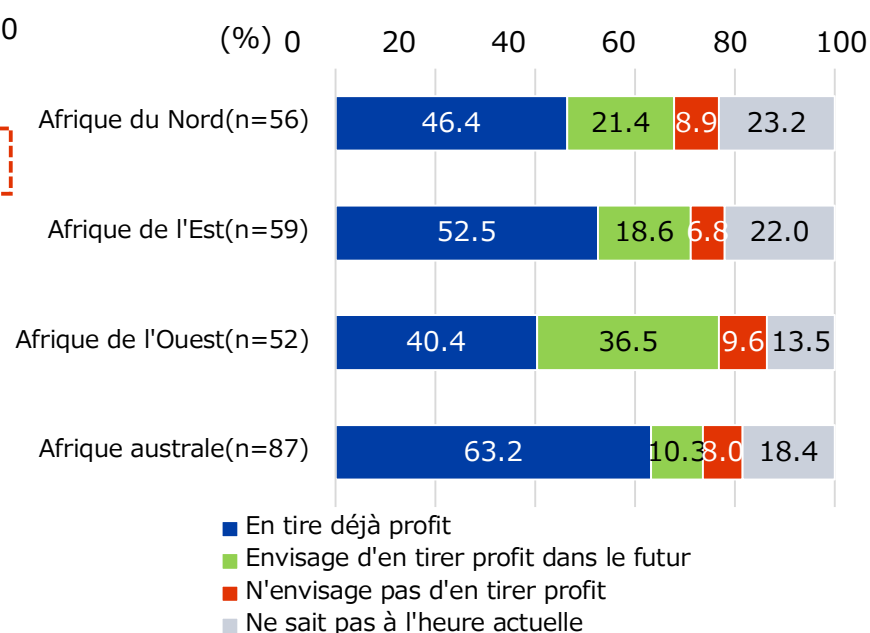
# 2 | Etat de la mise à profit des technologies de l'information

- Les entreprises ayant répondu "tirer d'ores et déjà" profit des technologies de l'information étaient d'environ 50 %, ce qui, ajouté aux prévisions de mise à profit futures, a fait de l'Afrique la région dont l'attention envers ces technologies est la plus forte.
- Au niveau de la sous-région, cette proportion était la plus élevée en Afrique australe avec 63,2%, suivie de l'Afrique de l'Est avec 52,5%.

Etat de la mise à profit des technologies de l'information (par région)



Etat de la mise à profit des technologies de l'information (par sous-région)



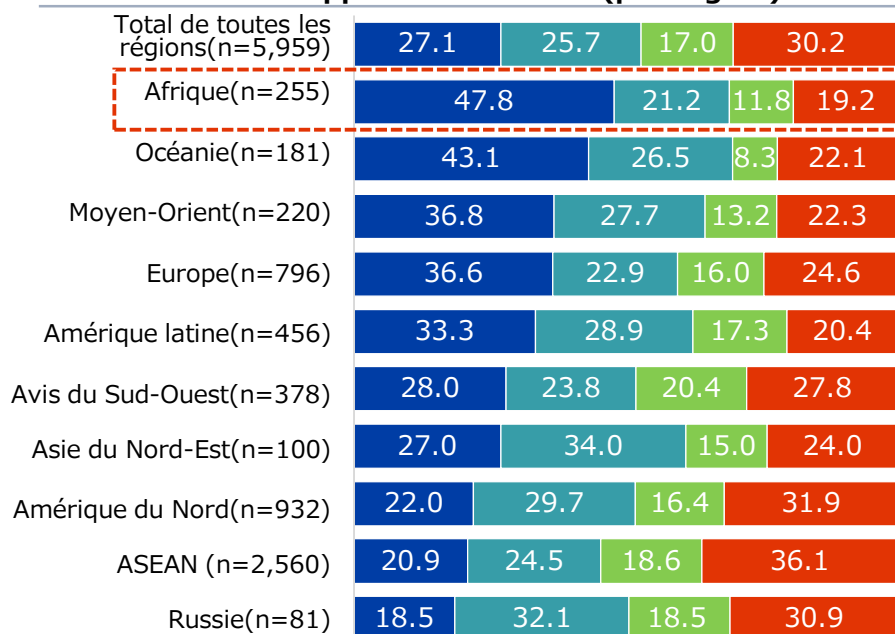
**Exemples concrets d'activités**

- Formation électronique destinée à la clientèle (Afrique du Sud, médical / assistance publique)
- Exécution de travaux mettant à profit le MIB (Kenya, bâtiment / Usines)
- Diagnostic par imagerie (Kenya, médical / assistance publique)

# 3 | Politiques concernant les droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement

- Parmi les entreprises japonaises implantées à l'étranger, celles disposant de politiques de respect des droits de l'homme sur l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement représentent 52,7 % d'entre elles. Parmi ces dernières, **un peu plus de la moitié (soit 27,1 %) demandent également le respect des droits de l'homme à leurs fournisseurs.**
- Vu par région, le nombre d'entreprises demandant le respect des droits de l'homme est élevé en Afrique, et de nombreuses sociétés citent notamment comme cause le respect du règlement de l'UE sur les minerais provenant de zones de conflit.

## Politiques concernant les droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement (par région)



- A déjà défini une politique, et demande à ses fournisseurs de s'y conformer
- A déjà défini une politique, mais ne demande pas à ses fournisseurs de s'y conformer
- N'a pas encore défini de politique, mais envisage d'en définir une dans le futur
- N'a pas défini de politique, et n'envisage pas d'en définir

Rem: L'Asie du Nord-Est est à l'exception de la Chine, de Hong Kong, de Macao et de Taiwan.

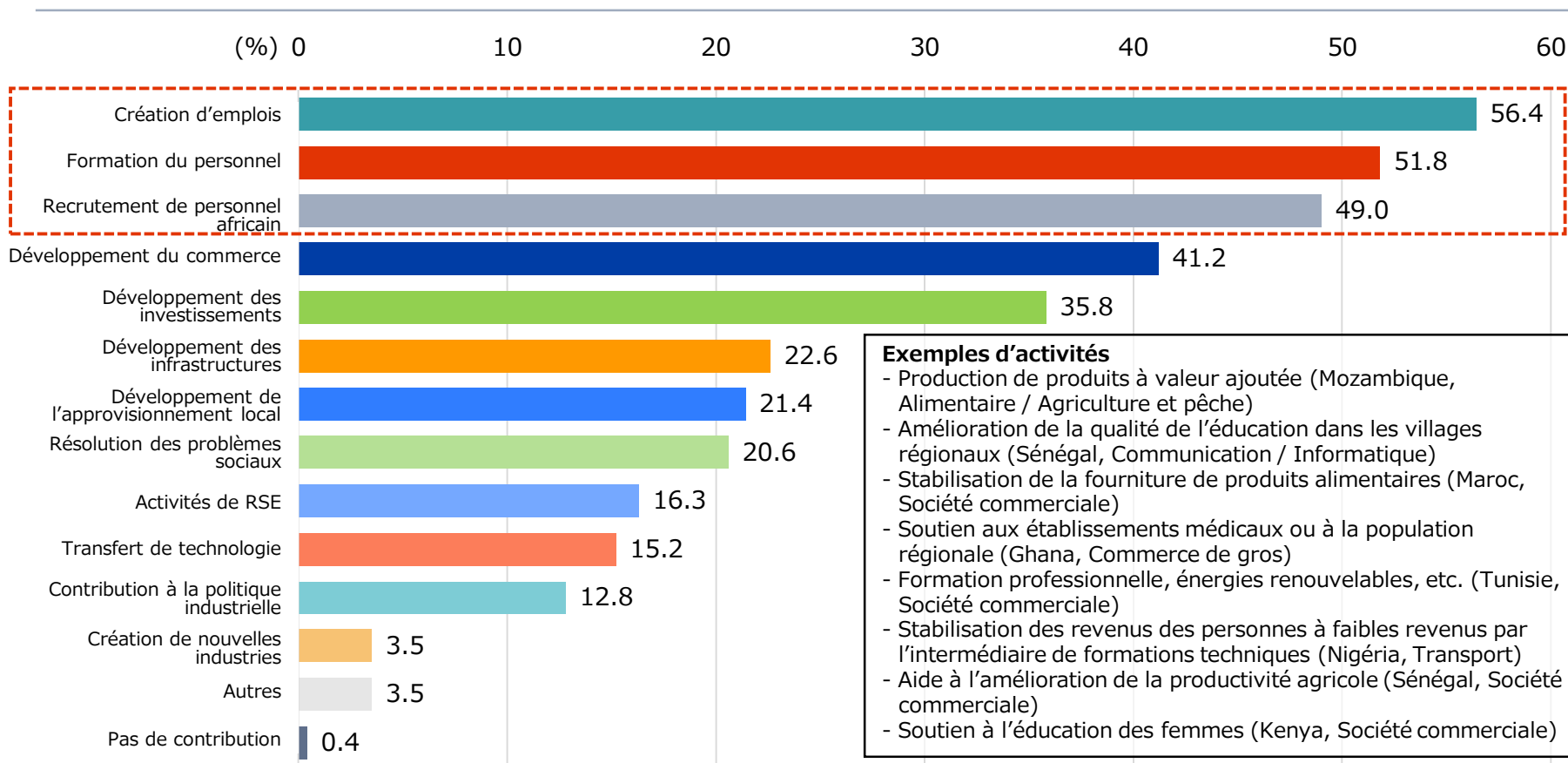
## Risques concernant les droits de l'homme que l'on peut craindre et mesures de prévention (commentaire libre)

Risques principaux	Contenus concrets / mesures de prévention
Travail des enfants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Systématisation de la vérification des âges, notamment à l'aide des pièces d'identité. Une violation par un partenaire entraîne la fin des relations (Egypte)</li> <li>• Vérification de l'absence du travail des enfants dans les conditions de sélection de sous-traitants (Kenya)</li> </ul>
Droit du travail Conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau salarial approprié, mise en œuvre de stages concernant le harcèlement au sein de l'entreprise, indication claire des adresses de destinations de rapports (liens hiérarchiques) (Afrique du Sud)</li> </ul>
Minerais provenant de zones de conflit	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Visite de terrain, mise en œuvre d'enquêtes à destination des fournisseurs, mise en ordre des documents par l'embauche d'avocats (Afrique du Sud)</li> <li>• Obligation de se faire présenter par tous les fournisseurs des documents attestant que les matières premières métalliques fournies ne contiennent pas de minerais provenant de zones de conflit, et de les présenter aux clients (Afrique du Sud)</li> </ul>
Discriminations sexuelles et raciales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le recrutement ne tient pas compte des groupes ethniques (Afrique du Sud)</li> <li>• Les querelles ethniques sont en augmentation, nous faisons donc, dans la mesure du possible, en sorte d'envoyer dans les lieux concernés du personnel ne risquant pas de se faire attaquer (Ethiopie)</li> </ul>
Autres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les appareils utilisant l'authentification biométrique, les entreprises traitent la question de la sécurité avec prudence, notamment en ce qui concerne la protection des données (Afrique du Sud)</li> </ul>

## 4 | Contribution à l'économie africaine

- En ce qui concerne la contribution à l'économie africaine, la "création d'emplois" est la réponse qui revient le plus souvent, avec 56,4 % des réponses. La "formation du personnel" et le "recrutement de personnel africain" suivent avec respectivement 51,8 % et 49,0 % des réponses.

Contenu de la contribution à l'économie africaine (plusieurs réponses possibles)



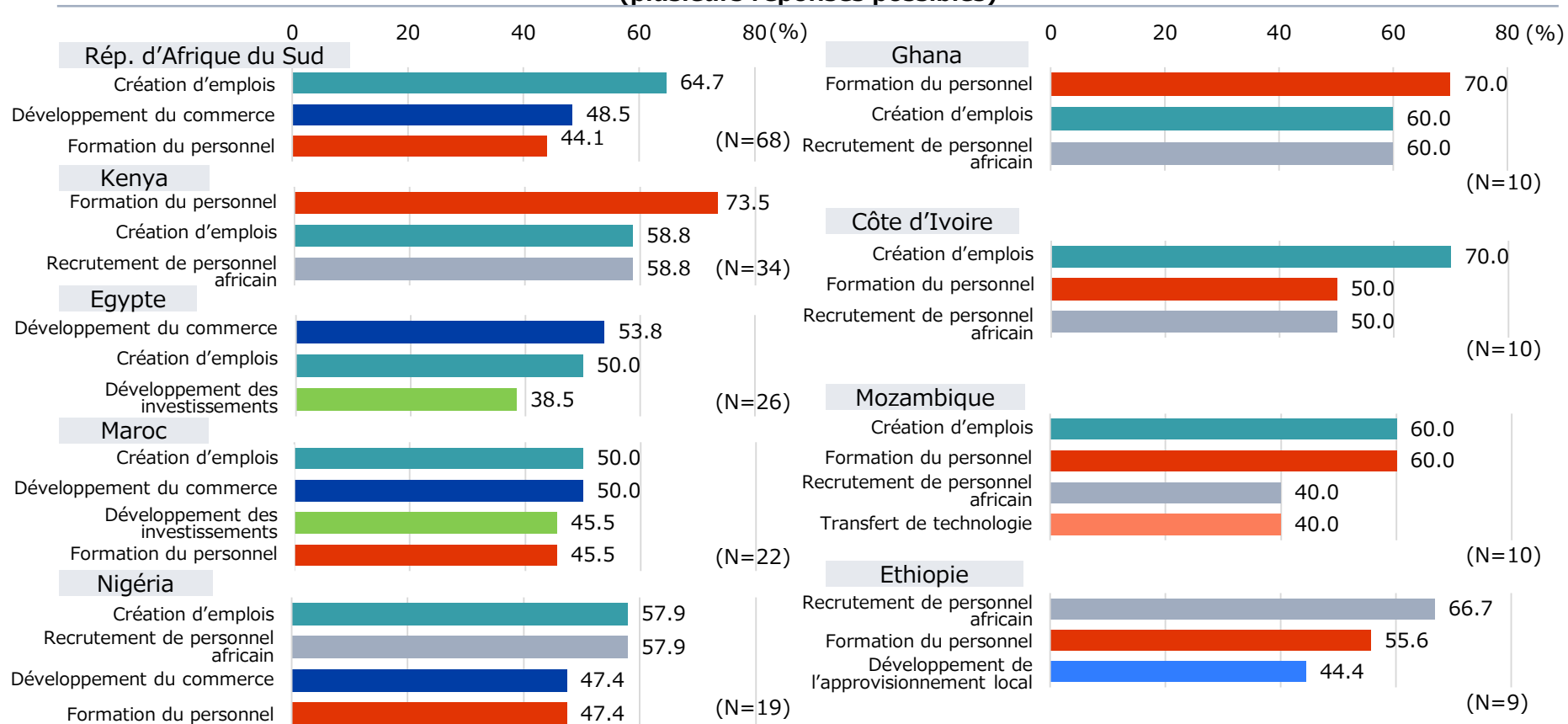
(N=257)



## 5 | Contribution à l'économie africaine (par pays)

- Vu par pays, la "création d'emplois" est la réponse qui revient le plus souvent en Afrique du Sud, au Maroc, au Nigéria, en Côte d'Ivoire et au Mozambique.
- Pour le Kenya et le Ghana, la "formation du personnel" arrive en première position, tout comme le "développement du commerce" pour l'Egypte avec 53,8 % des réponses. En Ethiopie, c'est le "recrutement de personnel africain" qui est en tête, avec 66,7 % des réponses.

**Contenu de la contribution à l'économie africaine (Par pays, avec les trois premières rubriques)  
(plusieurs réponses possibles)**



## Contacts concernant le présent rapport

**Organisation Japonaise du Commerce  
Extérieur (JETRO)  
Département des études  
internationales Service du  
Moyen-Orient et de l'Afrique**



**03-3582-5180**



**ORH@jetro.go.jp**



**Ark Mori Building 6F, 12-32,  
Akasaka 1-chome, Minato-ku  
Tokyo 107-6006**

### ■ Clause de non-responsabilité

L'utilisation des informations contenues dans le présent rapport est soumise au jugement et à la responsabilité de l'utilisateur. Le JETRO apporte tout son soin à fournir des informations aussi exactes que possible. En cas de préjudice lié à l'usage qui pourrait être fait des informations présentées dans ce rapport, il ne saurait en assumer la responsabilité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Reproduction interdite sans autorisation